



VEILLÉE DE PRESSE

# Ils étaient là pour Jean-Paul

À l'initiative du comité de direction du groupe Agence d'information d'Afrique centrale (Adiac) et de l'ensemble de son personnel, une veillée de presse a réuni, le 13 juillet, dans les locaux des Dépêches de Brazzaville, autorités, journalistes, écrivains, artistes, proches et collaborateurs, venus honorer la mémoire de Jean-Paul Pigasse, fondateur et président-directeur général du groupe, disparu le 11 juillet en France.

Dans une atmosphère de recueillement, visages moroses et regards empreints de tristesse, chacun semblait mesurer l'immense vide laissé par celui qui, durant plusieurs décennies, a enrichi le paysage médiatique et culturel congolais à travers plusieurs titres et structures : Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, l'hebdomadaire Le Bassin du Congo, le Musée- galerie du bassin du Congo et la librairie Les Manguiers.

Pages 9 et 16



Une vue des participants à la veillée de presse organisée en hommage à Jean-Paul Pigasse

STATISTIQUES

## Mieux orienter les politiques publiques



**Le ministre Ludovic Ngatsé**  
Le ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de la Prospective, Ludovic Ngatsé, évoque, dans un entretien aux Dépêches de Brazzaville, les enjeux de la réforme des statistiques et les perspectives visant à renforcer le pilotage

économique du Congo. « La migration vers le Système de comptabilité nationale 2008 va permettre d'aligner nos méthodes de calcul sur la norme internationale actuellement en vigueur. Il s'agit donc de combler un retard méthodologique important et de moderniser la manière dont nous mesurons l'économie nationale. L'objectif est de disposer d'un PIB plus proche de l'économie réelle, de renforcer la crédibilité de nos statistiques et de mieux éclairer les décisions publiques », a-t-il indiqué.

Page 6

FINANCES PUBLIQUES

## La croissance projetée à 5,2% en 2026



Le Comité national économique et financier du Congo (CNEF) a relevé, le 13 juillet, au cours de sa deuxième session ordinaire, la poursuite du raffermissement de l'activité économique au premier trimestre 2026, avec une progression de 10% de l'indice composite des activités économiques portées par les secteurs pétrolier et ga-

zies. « L'inflation est demeurée et maîtrisée à 1,4% en moyenne annuelle, en deçà du seuil communautaire de 3%. Les perspectives pour l'ensemble de l'année 2026 demeurent favorables, avec une croissance projetée à 5,2% contre 4,8% en 2025 », précise le communiqué du CNEF.

Page 15

ZLECAF

## Un forum pour renforcer la compétitivité des PME

Dans la perspective de renforcer la compétitivité des Petites et moyennes entreprises (PME) congolaises dans le contexte de la Zone de libre-

échange continentale africaine (Zlecaf), le ministère des PME a organisé un forum départemental à l'endroit des acteurs de secteurs à Brazzaville.

La rencontre avait pour objectif de dresser un état des lieux des enjeux, défis et perspectives liés à l'intégration des PME

congolaises, vecteurs de création d'emplois et de cohésion sociale, dans le marché continental.

Page 5

## Editorial

A titre exceptionnel

Page 2



ÉDITORIAL

À titre exceptionnel

L'organisation de la Coupe du Congo cette année est une bonne nouvelle pour les joueurs ayant pour métier le football. Car après des années d'interruption, le ballon rond va de nouveau rouler sur les pelouses.

Mais à quoi doit-on s'attendre pour cette fête du football qui n'aura pas la même saveur que celles qui l'ont précédée les années de passage à vide ? L'on retiendra l'innovation. Le temps faisant défaut, le ministère des Sports et la Fédération congolaise de football ont modifié à titre exceptionnel le format de la compétition.

Le scénario le plus adéquat pour être au menu des festivités marquant le 66e anniversaire du pays consistait à sélectionner les anciens vainqueurs et les finalistes du tournoi pour ainsi traduire dans les faits une thèse bien connue: à situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle. L'introduction de la phase de poules est une formule à laquelle les équipes ne sont pas habituées.

Il faut toutefois garder espoir quant à la capacité des joueurs des Diables noirs, AC Léopards de Dolisie, Étoile du Congo, Cara, Interclubs, Patronage Sainte-Anne, JST, AS Cheminots, AS Otoho et Munisport, en manque de temps de jeu, à livrer les prestations les plus abouties pour combler les attentes du public et marquer la relance des compétitions nationales. La performance des arbitres comptera pour que cette fête en format réduit soit belle.

Ce qui est sûr, les Diables rouges qui peinent toujours à tutoyer les sommets du football africain tirent un meilleur avantage de cette relance.

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO-MAROC

Des initiatives pour renforcer les échanges commerciaux

Le renforcement des échanges commerciaux, le partage d'expériences et les enjeux du commerce intra-africain ont été au menu de l'entrevue entre la ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, chargée de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf), Jacqueline Lydia Mikolo, et l'ambassadrice du Maroc au Congo, Najoua El Berrak.

Dans les domaines du commerce et de la Zlécaf, entre autres, le Congo et le Maroc sont déterminés à consolider leur coopération bilatérale comme en témoignent les problématiques évoquées par la ministre Jacqueline Lydia Mikolo et l'ambassadrice Najoua El Berrak. Les deux personnalités ont évoqué, en effet, le renforcement des échanges commerciaux et la préparation des jeunes à l'avènement de la Zlécaf. « Je suis venue en panafricaine pour dire qu'il faut croire à nos compétences, à nos produits. Ensemble, l'on peut faire beaucoup de choses », a déclaré la diplomate marocaine. Pour sa part, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo a révélé quelques pistes de coopération à formaliser. « Dans le cadre de la commercialisation, nous travaillons de sorte à avoir un cargo hebdomadaire qui va ramener



La ministre en charge du Commerce et l'ambassadrice/Adiac

les produits marocains au Congo et exporter les produits congolais au Maroc », a-t-elle fait savoir. L'entrevue avec l'ambassadrice Najoua El Berrak, précisons-le, fait suite aux échanges que la ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, chargée de la Zlécaf, a eus avec son homologue marocain en marge de la 18e réunion du Conseil des ministres du Commerce de la

Zlécaf à Abuja, au Nigeria. À cette occasion-là, Jacqueline Lydia Mikolo et son homologue avaient discuté du Memorandum d'entente entre le Congo et le Maroc. La ministre a annoncé, par ailleurs, que le Congo prendra part au prochain Forum sur la Zlécaf qui aura lieu au Maroc. Ce sera, sans nul doute, une occasion de plus pour consolider la coopération bilatérale entre les deux pays.

Rominique Makaya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé  
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAC TV

Coordonnateur : Quentin Loubou  
Responsable des programmes: Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali.  
Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO – MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur : Kiobi Chuldrón Abira  
Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi  
Chef de service RHC : Martial Mombongo  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga  
Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Djongbot  
Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Assistante : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur : Rachyd Badila  
Adjoint: Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Boris Ebaka  
Médiatrice culturelle : Émilie Eyala  
Assistant: Eustel Chrispain Stevy Oba  
Caissière: Jessica Iloki  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)

Président : Jean-Paul Pigasse

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél : +242 05 200 6565, / Email: [contact@inc-sa.com](mailto:contact@inc-sa.com), site Internet [www.inc-sa.com](http://www.inc-sa.com)



GOVERNANCE

Anatole Collinet Makosso aborde l'étape de l'accélération à la presse

Ayant été réélu en début d'année, le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, a reconduit Anatole Collinet Makosso à la primature. Quelques mois de gouvernance plus tard, il passe en revue les points clés du projet de société du nouveau quinquennat « Accélération de la marche vers le développement », en ce qui concerne la transformation de l'économie, le nouveau programme avec le Fonds monétaire international (FMI), les chantiers structurants...

Passées la présidentielle du 15 mars dernier à l'issue de laquelle il a été réélu à la tête de la République du Congo, puis la cérémonie d'investiture qui s'en est suivie au Parc sportif de Kintélé, Denis Sassou N'Guesso a décidé, le 24 avril, de reconduire Anatole Collinet Makosso dans ses fonctions de Premier ministre.

Ancien magistrat et homme de lettres jusqu'à son entrée en politique, Anatole Collinet Makosso est un fidèle de longue date du couple présidentiel, un temps conseiller du chef de l'État, un temps directeur de cabinet de la Première dame dont il est resté proche. Il intègre l'exécutif en 2011, en tant que ministre de la Jeunesse et de l'Instruction civique, puis de l'Enseignement, avant de se voir confier pour la première fois les rênes du gouvernement en mai 2021.

Dans une interview accordée à un hebdomadaire africain, Anatole Collinet Makosso a expliqué qu'il avait dû prendre ses fonctions, il y a cinq ans, dans un contexte économique qui était fragilisé depuis 2014 par la crise financière, et par la pandémie de covid-19. Beaucoup des principaux indicateurs étaient dans le rouge, dans un pays qui traversait également une crise de confiance avec ses partenaires financiers bilatéraux et multilatéraux, illustrée par les difficultés à conclure alors un programme avec le FMI.

Aujourd'hui, a-t-il poursuivi, la situation générale est différente. « Notre économie n'est certes pas encore florissante mais elle a été stabilisée. Malgré un contexte international instable, notre endettement est relativement maîtrisé et nous avons su préserver le pouvoir d'achat des

ménages, dans un environnement en croissance positive et avec une inflation sous contrôle. Ce n'était pas le cas en 2021. Aujourd'hui, certains prérequis existent ; ils doivent désormais nous servir de rampe de lancement vers un avenir plus serein qu'il ne l'était il y a cinq ans », a indiqué le Premier ministre.

De ce fait, cela permet d'accélérer cette marche vers le développement promise par le président-candidat lors de la campagne présidentielle. La feuille de route du gouvernement est tout entière définie par ce projet de société, avec un certain nombre d'actions à mener dans les différents domaines prioritaires identifiés par le chef de l'État. « *Auparavant, nous devons poursuivre le redressement de l'économie, par une meilleure mobilisation des recettes domestiques, afin de répondre aux préoccupations de la population, et tenir les engagements pris par le président devant les Congolais* », a-t-il confié.

Le large score de 94,90 % reflète le capital confiance dont a joui le président-candidat auprès de la population. Pour lui, c'est une reconnaissance des Congolais au regard de ce qui a été réalisé au quotidien en matière de paix, d'unité et de stabilité. Ce résultat traduit leur sentiment que l'action menée ces cinq dernières années va dans le bon sens, pour eux comme pour le pays, et elle devrait se poursuivre. Ce qui peut expliquer aussi que 70 % du gouvernement précédent a été reconduit.

« *C'est l'heure de l'accélération. Il faut écouter les messages envoyés par la mobilisation populaire qui a porté le chef de l'État au pouvoir ; par*

*les autres acteurs de la société civile et du monde des affaires. Il n'y a rien de plus normal que de nommer des représentants de ces catégories pour mettre en œuvre ce que leurs pairs attendent des pouvoirs publics* », a-t-il poursuivi.

**Quatre priorités identifiées pour accélérer la marche**

En même temps, il a justifié l'entrée au gouvernement de Michel Djombo, ancien président d'Unicongo (Principale organisation patronale du pays), installé désormais à la tête du ministère du Développement industriel, des Zones économiques spéciales et de la Promotion du secteur privé. Une nomination qui devrait permettre aux opérateurs d'avoir confiance en leur ministre, celui-ci les connaissant bien. C'est un moyen de renforcer le dialogue avec le privé, de leur dire qu'ils ont la maîtrise de leur secteur. Ils savent ce qui peut parfois bloquer et peuvent donc contribuer à supprimer ces goulets d'étranglement.

Quant aux moyens financiers dont dispose le Congo pour la mise en place de l'accélération, il a répondu que le gouvernement a identifié quatre priorités : la réforme systémique de la fiscalité ; la mobilisation massive de financements innovants grâce au cadre législatif et réglementaire désormais mis en place ; la valorisation des ressources naturelles ; et la restructuration de la dette intérieure.

« *Un travail important de refinancement de notre dette nous a déjà permis d'acquiescer de nouveau la confiance des partenaires financiers qui souhaitent aujourd'hui nous aider en souscrivant à nos eurobonds.*



Anatole Collinet Makosso /DR

*Nous ne pouvions en bénéficier auparavant, parce que les notations du pays étaient faibles* », a-t-il expliqué, en rappelant que le ministre Christian Yoka a déjà présenté au Parlement le projet de loi de finances 2026.

Désormais, son pays peut utiliser ces facilités, et il va en exploiter les différents mécanismes. En refinançant sa dette, le Congo pourrait également gagner quelques marges, lesquelles, ajoutées à une meilleure mobilisation de ses ressources, avec la digitalisation notamment des régies financières, devraient lui permettre de financer l'économie et d'engager de grands travaux.

Concernant les projets tels celui de la réhabilitation du Chemin de fer Congo-Océan, le Chef du gouvernement a confié que le Congo veut confirmer sa place de hub multimodal de la sous-région depuis Pointe-Noire et son port en eau profonde, et lui faire jouer son rôle historique de pays de transit.

Après les assemblées de la Banque africaine de développement, entre les deux Congo, un travail important a été réalisé. L'appel à manifestation d'intérêt a été signé pour permettre aux entreprises de « sous-missionner ». Les chefs d'État Denis Sassou N'Guesso et

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo sont déterminés pour que les travaux démarrent avant la fin de cette année.

Par ailleurs, la République du Congo ouvre des négociations avec le FMI pour le lancement d'une nouvelle facilité élargie de crédit (FEC), après celle conclue en 2025. « *C'était une étape indispensable de stabilisation et de redressement. Cette nouvelle FEC ne signifie pas que nous sommes de retour à la case départ. C'est un choix stratégique mûrement réfléchi, qui poursuit trois objectifs : accélérer les réformes amorcées, nous apporter les appuis budgétaires qui nous sont nécessaires pour combler les déficits de notre trésorerie, et soutenir la croissance et la résilience d'une économie désormais stabilisée...* Nous avons toujours besoin de l'accompagnement du FMI pour garder la confiance de nos partenaires, mais aussi pour un meilleur suivi des réformes que nous menons. Cela permet d'éviter les errements. Il est difficile de changer l'économie d'un pays sans le soutien, parfois pressant, de ses partenaires », a conclu Anatole Collinet Makosso.

Marie Alfred Ngoma

DISPARITION

Les adieux du PCT à Jean Oba Bouya

Le Parti congolais du travail (PCT) a rendu, le 11 juillet à Brazzaville, un dernier hommage à son membre du Comité d'honneur, Jean Oba Bouya, décédé le 23 juin au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville, à l'âge de 82 ans. La cérémonie s'est déroulée au siège fédéral à Mpila, en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Le président du comité central du PCT, Denis Sassou N'Guesso, a déposé une gerbe de fleurs au pied du cercueil contenant le corps sans vie de son ancien conseiller politique avant de s'incliner devant la mémoire de Jean Oba Bouya qui sera inhumé le 12 juillet à Koyo, dans le district d'Oyo, département de la Cuvette. Né en 1944 à Miaba, district de Fort-Rousset (actuel Owando), Jean Oba Bouya a fait ses études primaires respectivement à l'Ecole catholique de la mission de Sainte-Radegonde (Tsambitso) et à l'Ecole officielle de Fort-Rousset (Owando).

Après son admission au concours d'entrée en 6e en 1957, il a intégré le collège Victor-Augagneur de Pointe-Noire où il obtient le brevet d'études du premier cycle en 1961 et le baccalauréat série mathématiques élémentaires en 1964. Jean Oba Bouya poursuit ses études au Centre d'études supérieures de Brazzaville, dans la filière Mathé-



Les membres du PCT rendant un dernier hommage à l'illustre disparu /DR

matiques, Physique et Chimie, en 1964-1965, sanctionnées par l'obtention du certificat d'études supérieures y correspondant.

Bénéficiaire d'une bourse d'études, Jean Oba Bouya se rendit en France, il étudia successivement à l'Université de Grenoble de 1965-1966, à l'Université de Toulouse, faculté des sciences de 1966 à 1971. Un parcours sanctionné par

le certificat d'études supérieures d'électricité en 1970, à la faculté des sciences de l'Université de Toulouse. Le tout couronné par une maîtrise en Physique, section électronique, électrotechnique, automatique à l'université Paul-Sabatier de Toulouse.

De retour au pays, il est recruté dans la Fonction publique en qualité de professeur certifié de lycées,

option mathématiques et physique. C'est ainsi que Jean Oba Bouya a enseigné au lycée Chaminade avant d'être recruté en 1976 à l'université de Brazzaville, devenue plus tard université Marien- Ngouabi en qualité d'assistant de physique. Il donnait, à ce titre, des cours d'électricité à l'Institut supérieur des sciences de l'éducation, actuelle Ecole normale supérieure.

Au plan politique, Jean Oba Bouya a adhéré au PCT en juillet 1979, dans le sciage du triomphe du mouvement du 5 février où il y a évolué en qualité de chef de division « Etude, Enquête et Recherches », au département de la coordination des activités des organisations de masses et sociales, puis au département de l'Organisation du bureau politique comme chef de division « Vie du parti ». Il y intègre le comité central en juillet 1989, à l'issue du IVe congrès ordinaire. Il fut nommé conseiller du président du comité central du PCT en 1990 ; puis

conseiller spécial de 1991 à 1992. En 2000, le président Denis Sassou N'Guesso lui avait renouvelé sa confiance en le nommant conseiller politique puis conseiller spécial du chef de l'Etat. Un poste que Jean Oba Bouya occupa jusqu'en septembre 2016. Le président du comité des membres d'honneur du PCT, Lamyr Nguélé, a, dans son oraison funèbre, salué la mémoire d'un homme politique engagé et combatif. « *Le camarade Jean Oba Bouya était un homme très dévoué, aussi bien dans sa vie professionnelle et politique que dans sa vie familiale. Il était habité par des valeurs de droiture et de rectitude. Sa disparition est une grande perte pour sa famille biologique et pour le PCT, qui voit s'en aller un camarade aux convictions profondes. C'était un militant convaincu et fidèle du parti qu'il a servi avec abnégation et loyauté* », a retracé Lamyr Nguélé dans son éloge funèbre.

Parfait Wilfried Douniama



## VIE DES PARTIS

## Le Club 2002-PUR lance les préparatifs de son premier congrès

Le Club 2002-Parti pour l'unité et la République (Club 2002-PUR) est entré de plain-pied dans les préparatifs de son premier congrès ordinaire. Réunie le 11 juillet à Brazzaville, la Commission nationale de supervision et de coordination du comité préparatoire a validé la feuille de route ainsi que le chronogramme des activités, donnant ainsi le coup d'envoi officiel du processus devant conduire à la tenue de ce premier congrès avant la fin de l'année.

Le processus devant conduire au premier congrès ordinaire du Club 2002-PUR, une formation politique de la majorité présidentielle, est désormais enclenché. Au lendemain de la réunion du Comité national préparatoire, les membres de la Commission nationale de supervision et de coordination se sont retrouvés pour examiner et adopter les principaux documents de travail élaborés. Selon le rapporteur de la Commission, Louis Gabriel Missatou, ces travaux préparatoires évoluent conformément aux orientations fixées par le président fondateur du parti, Guy César Wilfrid Nguesso.

La feuille de route et le chronogramme soumis par le Comité national préparatoire ont été jugés conformes aux délais arrêtés par la direction nationale. « Nous avons adopté le chronogramme afin de donner le signal du démarrage effectif des travaux préparatoires. Les différentes structures disposent désormais d'un calendrier précis et d'une date limite pour produire les livrables nécessaires à la fixation de la date du

congrès », a déclaré Louis Gabriel Missatou, le député de la première circonscription électorale de Lumumba, à Pointe-Noire.

Le calendrier prévoit le déploiement du Comité préparatoire sur l'ensemble du territoire national. Les assemblées générales dans les fédérations se tiendront du 27 juillet au 30 septembre prochain. Elles permettront de mettre à jour les instances locales du parti dans les différents départements avant la rédaction d'un rapport général. Une fois cette étape achevée, le parti organisera les congrès départementaux, prélude au premier congrès ordinaire national. « *La machine est en marche, le train a démarré et plus personne ne peut l'arrêter* », a affirmé ce cadre du parti, se réjouissant du déroulement serein des travaux.

Interrogé sur la démission, le 26 juin dernier, du premier secrétaire général du parti, Juste Désiré Mondelé, actuel ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, le rapporteur de la Commission a assuré que



Louis Gabriel Missatou s'exprimant devant la presse./Adiac

cet événement n'affecte pas la dynamique engagée. « *Nous saluons son leadership passé, qui a contribué à la bonne marche du parti, mais nous poursuivons sereinement les préparatifs de notre congrès* », a-t-il affirmé.

Louis Gabriel Missatou a également mis en avant le poids politique du Club 2002-PUR sur l'échiquier national, avec sa cinquantaine d'élus locaux ainsi que quatre parlementaires, dont deux députés et deux sénateurs. L'entrée en vigueur de la nouvelle loi électorale, a-t-il dit, impose l'appartenance à un parti politique pour être candidat aux élections locales et législatives. Cela suscite un afflux de demandes d'adhésion. « *Nous enregistrons de nombreuses demandes d'adhésion d'anciens élus indépendants et d'autres personnalités désireuses de rejoindre le parti. Une campagne d'adhésion sera prochainement lancée en parallèle aux travaux préparatoires du congrès* », a annoncé le député de la première circonscription électorale de Lumumba.

**Fiacre Kombo**

## TRIBUNE LIBRE

Démocratie, stabilité et prospérité des nations (3<sup>e</sup> partie)Le défi de la démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle

Pendant longtemps, l'Europe et l'Amérique ont été considérées comme les références incontestées. Aujourd'hui, elles affrontent plusieurs défis :

montée des populismes ; crise de confiance envers les élites ; polarisation politique ; désinformation numérique ; fragmentation parlementaire ; vieillissement démographique.

Le Brexit au Royaume-Uni a révélé les profondes divisions de la société britannique. En France, plusieurs élections récentes ont montré une polarisation croissante. En Allemagne, l'émergence de nouvelles forces politiques bouleverse les équilibres traditionnels. Aux États-Unis, les tensions politiques atteignent parfois des niveaux rarement observés depuis plusieurs décennies. Ces phénomènes ne signifient pas la fin de la démocratie. Ils montrent cependant qu'aucun système politique n'est définitivement acquis.

## Le débat actuel

Le point de vue le plus défendu dans la

réflexion sur la démocratie est que le développement dépend davantage de la qualité des institutions que de l'étiquette politique. D'autres auteurs affirment que les nations prospèrent lorsqu'elles disposent d'institutions inclusives, capables de protéger les droits, encourager l'innovation et limiter les privilèges excessifs. La question n'est donc pas seulement de savoir qui gouverne. La question est de savoir comment les institutions fonctionnent.

## Quel avenir pour la démocratie ?

L'avenir pourrait appartenir aux pays capables de réconcilier trois impératifs : Premièrement, la stabilité. Deuxièmement, la liberté. Troisièmement, l'efficacité. Les citoyens veulent voter. Mais ils veulent également des résultats. Ils veulent la liberté d'expression. Mais ils veulent aussi la sécurité. Ils veulent l'alternance. Mais ils veulent également la continuité des politiques publiques. Le grand défi du XXI<sup>e</sup> siècle est de concilier ces exigences.

## Conclusion : le véritable enjeu n'est ni la démocratie ni l'autoritarisme

L'histoire montre qu'aucun régime ne détient le monopole du succès. Certaines démocraties ont échoué. Certains régimes autoritaires ont réussi. D'autres ont échoué tout autant. Le facteur décisif semble être ailleurs. Il réside dans la qualité des institutions, la compétence des élites, la capacité à planifier le long terme et la faculté de construire un consensus national durable. La démocratie demeure la meilleure protection contre l'arbitraire. Mais elle doit répondre à une critique croissante : son incapacité parfois à produire des décisions rapides et cohérentes. L'autoritarisme peut offrir la stabilité. Mais il doit répondre à une autre critique : l'absence de mécanismes de correction lorsque le pouvoir se trompe. Au fond, la question centrale de notre époque n'est plus de choisir entre démocratie et stabilité. La véritable question est la suivante : Comment construire des États capables de garantir simultanément la liberté politique, l'efficacité économique et la continuité stratégique ? C'est probablement autour de cette interrogation que se jouera l'avenir des nations au cours du XXI<sup>e</sup> siècle.

**Emmanuel Mbengué**



FORUM DES PME

Préparer les entreprises à conquérir le marché continental

Le premier forum départemental des Petites et moyennes entreprises (PME) et de la compétitivité s’est tenu le 11 juillet à Brazzaville, sur le thème « Renforcer la compétitivité des Petites et moyennes entreprises de Brazzaville dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine ». Le moment a permis de dresser un état des lieux des enjeux, défis et perspectives liés à l’intégration des PME congolaises dans le marché continental.

Le forum a été ouvert par le représentant du directeur général des PME, Sorell Vlade Gambou, qui a indiqué qu’elles contribuent à plus de 80% au tissu entrepreneurial national et constituent des vecteurs essentielles de création d’emplois et de cohésion sociale. Il a présenté l’écosystème d’accompagnement mis en place par le gouvernement, notamment l’Agence des PME pour le renforcement des capacités, l’Agence pour la création des entreprises qui a enregistré 5 827 créations d’entreprises en 2025 avec un délai record de 72 heures, ainsi que le Fonds d’impulsion, de garantie et d’accompagnement dédié à l’accès au financement.

Le Directeur départemental des PME de Brazzaville, Didane Ngafoula Ganao, a salué la présence des participants venus de nombreuses localités, témoignant l’intérêt porté au développement des PME qu’il a qualifiées de « véritables moteurs de création et d’innovation ». Il a rappelé que l’entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf) offre aux entreprises un marché potentiel de plus d’un milliard de consommateurs, mais constitue également un défi



Les officiels /Adiac

majeur de mise à niveau et de compétitivité.

Le conseiller à la Zlécaf du ministre du Commerce, des Approvisionnements, de la Consommation, chargé de la Zlécaf, Dominique Mberi, a placé, par ailleurs, l’intégration économique dans une vision large, au-delà du simple commerce de marchandises. Il a évoqué les perspectives considérables de ce marché continental, estimant qu’elles pourraient générer près de 450 milliards de dollars de revenus supplémentaires d’ici à 2035 et sortir 30 millions d’Africains de l’extrême pauvreté. Il a insisté sur l’importance des protocoles sur les femmes et les jeunes, qualifiant

cette avancée d’innovation majeure dans un accord commercial continental. « La véritable question n’est pas de savoir comment protéger les entreprises, mais quelles entreprises congolaises ont besoin de se mettre à niveau pour conquérir ce marché », a-t-il indiqué.

Pour lui, la Zlécaf est l’un des projets d’intégration les plus ambitieux du monde, avec 47 pays ayant déjà ratifié l’accord. Cette ambition est une priorité stratégique du Congo sous l’autorité du gouvernement. L’objectif est de faire du pays non pas un simple État participant, mais un acteur responsable, capable de tirer plei-

nement profit de cette intégration régionale.

Au-delà des structures d’accompagnement, un panel a suscité l’attention des participants sur la qualité et la certification. Pour vendre sur le marché continental, un produit doit répondre à des normes harmonisées. L’Agence congolaise de normalisation et de la qualité (Aconoq) a rappelé que la Zlécaf est caractérisée par un principe simple : un produit, une norme, un certificat.

La norme, développée par l’Organisme africain de normalisation (Asso), est la clé d’entrée. La certification est le processus qui atteste qu’un produit est conforme

aux exigences. Ainsi, le certificat Asso devient un sésame, valable dans les 53 pays membres, simplifiant le commerce et rassurant les consommateurs et les partenaires commerciaux. « Il faut s’engager dans cette démarche qualité pour que la propriété intellectuelle et le savoir-faire local soient reconnus à leur juste valeur. Le marché qui était une opportunité devient une menace quand on ne s’y prépare pas », a rappelé l’Aconoq.

Le second panéliste sur le financement a abordé la question cruciale de l’accès aux fonds. Il a distingué les PME formelles des informelles, soulignant les difficultés des banques traditionnelles à financer les jeunes porteurs de projets, souvent sans garanties matérielles. Il a proposé des alternatives comme les tontines, les prêts d’honneur et les réseaux d’accompagnement.

Les participants ont ainsi convenu que la clé du succès réside dans la synergie entre la volonté politique, les dispositifs d’accompagnement institutionnels, et la détermination des entrepreneurs à s’engager résolument dans la voie de la qualité, de l’innovation et de la mise à niveau.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le CEO consolide ses acquis

Dans la dynamique de consolidation des acquis du Centre d’excellence d’Oyo (CEO) pour les énergies renouvelables et l’efficacité énergétique ainsi que de son autonomisation d’ici à l’horizon 2028, le Comité de suivi de la structure s’est réuni le 10 juillet, à Brazzaville.



Les membres du Comité de suivi, les dirigeants du CEO et les partenaires à l’issue des travaux /DR

Les échanges ont porté, entre autres, sur le fonctionnement du CEO, le bilan des activités réalisées, l’état d’avancement des projets et les perspectives de développement tout comme les actions à mettre en oeuvre en vue d’assurer une gouvernance efficace et durable du centre. « Nous avons passé en revue le travail réalisé par le CEO tout en formulant les recommandations », a indiqué le vice-président du Comité de suivi, Léon Voumbo.

Lors de cette réunion du Comité de suivi, les partenaires ont réaffirmé leur engagement commun à faire du centre un pôle régional de référence dans les domaines des énergies renouvelables, de l’efficacité énergétique, de la recherche, de l’innovation et du développement durable. « Nous avons discuté des principaux projets sur lesquels nous allons continuer à travailler, notamment la recherche appliquée, le renforcement des capacités en énergies renouvelables », a indiqué Luca Longo, chef de projet auprès de l’Organisation des Nations unies pour le développement industriel.

Rominique Makaya

AUTONOMISATION DES JEUNES

La Fondation Marina-Mondelé lance le studio plateau du G2M Pro

Dans le cadre de ses engagements socioprofessionnels, la Fondation Marina-Mondelé a inauguré officiellement, le 11 juillet à Brazzaville, un studio plateau de son extension, le Groupe Marina-Mondelé (G2M Pro), couplé à une série des formations professionnelles.

L’avenir socio-économique de la jeunesse congolaise passe inexorablement par l’acquisition de compétences pratiques et l’autonomisation financière. C’est l’ambition portée par la Fondation Marina-Mondelé qui a franchi, le 11 juillet à Poto-Poto, une étape majeure dans le déploiement de ses activités d’utilité publique. En lançant officiellement le tout nouveau studio plateau du G2M Pro, elle s’offre un outil de communication et de production audiovisuelle moderne, tout en consolidant ses divers programmes d’apprentissage.

Pour la présidente de la fondation éponyme, cet investissement structurant répond à une urgence sectorielle : offrir aux jeunes des formations concrètes, qualifiantes et adaptées au marché de l’emploi local. Elle a longuement explicité la vision globale qui sous-tend la création du G2M, une extension stratégique pensée pour matérialiser sur le terrain les objectifs d’autonomisation, d’accompagnement et d’insertion des jeunes désœuvrés, des étudiants et des porteurs de projets.

S’inscrivant dans la vision des autorités de la République pour la promotion de la jeunesse et de l’emploi,



Les responsables de la Fondation et les partenaires /Adiac

le G2M Pro déploie un catalogue de formations particulièrement diversifié. Il s’appuie rigoureusement sur l’expertise locale pour encadrer et outiller les bénéficiaires dans des métiers d’avenir et à forte valeur ajoutée.

Les différents domaines d’action présentés englobent non seulement la production audiovisuelle mais également des filières techniques et artisanales majeures. Parmi celles-ci figurent la conduite automobile, l’hôtellerie, la restauration et les arts culinaires (y compris la pâtisserie), la coupe et couture, l’informatique, la comptabilité, l’entrepreneuriat, ainsi que la beauté et l’esthétique. Le partage d’expériences au cœur de la master class

L’autre temps fort de la journée a

été la tenue d’une master class professionnelle, un espace d’échange et de mentorat co-animé par les partenaires techniques de la fondation, à l’instar de l’Association PSV, l’Institut de beauté Suki, ou encore Joys et Zoé. Ce carrefour du donner et du recevoir a permis aux différents exposants de présenter, de manière synoptique, leur vision stratégique et de motiver une audience enthousiaste composée de jeunes professionnels et du grand public.

Les témoignages des partenaires ont mis en lumière une convergence de vues quant à la nécessité d’assurer un encadrement post-formation afin de pérenniser l’insertion socio-professionnelle des apprenants.

Rude Ngoma



## CONGO

# Le taux de croissance fixé à 5,2% en 2026

L'économie congolaise va mieux se comporter cette année, avec un taux de croissance projeté à 5,2%, selon les estimations de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) qui a tenu, le 13 juillet, à Brazzaville sa deuxième session ordinaire du Comité national économique et financier (CNÉF).

La réunion a été présidée par le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Christian Yoka. Elle a permis aux experts de la BEAC de faire le point de la situation macroéconomique du Congo. Il ressort que l'économie du pays se résilie et s'est raffermie au premier trimestre de cette année, avec une progression de 10,6% de l'indice composite des activités économiques, portées essentiellement par le dynamisme des secteurs pétrolier et gazier.

Le CNÉF a noté aussi une inflation maîtrisée à 1,4% en moyenne annuelle, en deçà du seuil communautaire de 3%, réconfortée par croissance estimée à 5,2%. A fin mars dernier, le comité a relevé une progression de 13,5% des crédits bruts distribués par le système bancaire, à 1869,0 milliards FCFA ; une amélioration significative de la qualité du portefeuille ; un recul de taux des créances en souffrance de 16,6% à 14,4%. Toutefois, il a épingle la faible part des financements à long terme de



Les ministres et les membres du CNÉF posant à la fin de la réunion/Adiac

l'économie de 2,4%. Pour ce faire, le CNÉF a recommandé au secrétariat général de conduire dans les meilleurs délais une réflexion sur la problématique. A propos du marché des valeurs du Trésor, le taux de couverture des besoins exprimés par le Trésor s'est établi à 69%

entre janvier et avril derniers, tandis que les obligations du Trésor assimilables représentent désormais 78,5% de l'encours des crédits publics. Par ailleurs, le comité a félicité le gouvernement pour les avancées enregistrées dans la modernisation du système financier na-

tional, notamment le lancement du bureau d'information sur le crédit, et l'encouragement, toutefois, à poursuivre les réformes visant la mobilisation des recettes intérieures, l'inclusion financière et la stabilité du secteur financier.

La deuxième session annuelle du

CNÉF a connu la participation des ministres Ludovic Ngatsé, en charge de l'Economie et du Plan ; de Michel Djombo en charge du Développement industriel; et du gouverneur de la BEAC, Yvon Sana Bangui.

**Firmin Oyé**

## BONNE GOUVERNANCE

## Le Code de transparence, un levier majeur pour le gouvernement

Le président de la Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques (CNTR), Joseph Mana Fouafoua, a rappelé le 14 juillet, à l'occasion du lancement officiel du processus d'évaluation de l'application de l'ECTR, que la stricte mise en œuvre de cet outil constitue un levier majeur à la disposition du gouvernement, notamment des ministères en charge des Finances et de l'Economie.

L'évaluation de l'application du Code de transparence a été lancée au cours d'un atelier regroupant, entre autres, les points focaux des ministères, les représentants des administrations publiques, des établissements publics, des collectivités locales ainsi que des autres entités concernées par la gestion des finances publiques. Partenaire dans l'organisation de cet atelier qui s'achève ce 15 juillet, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a rappelé que le lancement de l'ECTR constitue une étape importante dans les efforts déployés par la République du Congo pour renforcer la gouvernance publique et consolider la confiance entre l'Etat, les citoyens et les partenaires au développement.

« La transparence, la redevabilité et l'intégrité dans la gestion des finances publiques sont des conditions indispensables pour garantir l'efficacité des politiques publiques, améliorer la qualité des services rendus à la population et favoriser une croissance inclusive. Elle constitue également l'un des piliers fondamentaux de la réalisation des objectifs de développement durable », a indiqué l'envoyé spécial de la



Joseph Mana Fouafoua

représentante résidente du Pnud au Congo, Isidore Agbokou. Il a précisé que cette agence onusienne considère la gouvernance comme un levier essentiel du développement durable.

Il a également réitéré l'engagement du Pnud aux côtés du gouvernement et des institutions nationales dans la promotion de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, le renforcement de l'Etat de droit et l'amélioration de la gestion des finances publiques. Isidore Agbokou a, par

ailleurs, appelé à la mobilisation de tous les acteurs. Selon lui, chacun a un rôle à jouer pour faire de la transparence, de la rentabilité et de l'intégrité des valeurs concrètes au service de l'intérêt général.

De son côté, le président de la CNTR, Joseph Mana Fouafoua, a rappelé que l'une des missions de cette institution est de veiller à la stricte application du Code relatif à la transparence et à la responsabilité dans la gestion des finances publiques. « Dans un contexte

où la bonne gouvernance financière est de plus en plus requise pour améliorer le financement du développement en rehaussant les niveaux des ressources domestiques à côté des apports financiers extérieurs, et améliorer l'offre et la qualité des services publics, l'Etat est plus que jamais soumis à l'accroissement des recettes, en même temps qu'il doit assurer l'efficacité des dépenses publiques. Par ailleurs, la bonne gouvernance financière exige une plus grande transparence des opérations de gestion financière de l'Etat », a-t-il indiqué.

### Evaluer l'application du Code pour les exercices 2023, 2024 et 2025

D'après lui, le processus d'application de l'ECTR marque une étape importante dans la modernisation du dispositif national d'évaluation de l'application des codes de transparence par les administrations et entités publiques bénéficiaires des fonds et des ressources publiques. Après l'évaluation des exercices 2020, 2021 et 2022 réalisée en 2024 à travers une collecte manuelle des données, la CNTR franchit, s'est-il réjoui, un nouveau cap en adoptant une approche numérique de col-

lecte, de traitement et d'analyse des informations.

« La digitalisation de ce processus constitue une avancée majeure. Elle favorisera une participation plus efficace des différentes structures concernées, réduira les délais de traitement des informations et renforcera la crédibilité des résultats produits. C'est pourquoi nous invitons les points focaux de l'évaluation dans les ministères, les institutions, les établissements publics et les collectivités locales de suivre assidûment la formation qui va leur être dispensée et par la suite collaborer efficacement à l'activité pour le succès de l'ECTR 2025 », a exhorté Joseph Mana Fouafoua.

Notons que l'ECTR 2025 couvre les exercices 2023, 2024 et 2025 et déterminera la manière et les règles de gestion financière prescrites par le Code de transparence qui ont été observées pendant ces trois exercices. Ainsi, les faiblesses des administrations publiques dans l'application de ce Code identifiées lors de l'évaluation réalisée au cours de l'édition 2024 appellent, a conclu le président de la CNTR, désormais à plus d'engagement de tous pour atteindre une plus grande performance dans son application.

**Parfait Wilfried Douniama**



## CNSS

## Quatre leviers identifiés pour améliorer la couverture sociale

A la faveur des festivités marquant les 70 ans de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), célébrés en grande pompe le 10 juillet aux Tours jumelles de Mpila, à Brazzaville, son directeur général, Evariste Ondongo, retraçant le parcours élogieux de sa structure depuis sa création en juin 1956, a décliné la vision qu'il caresse pour porter plus haut son étendard. Une ambition consutitée autour de quatre piliers majeurs.

Devant sa ministre de tutelle, Ingrid Ghislaine Ebouka-Babakas, et un parterre d'invités de marque, le directeur général de la CNSS, Evariste Ondongo, a assuré que sa vision est de doter le Congo d'un régime social digne, aux standards internationaux. Sa stratégie de développement dûment conçue porte sur quatre piliers essentiels.

Il mise en premier sur l'extension de la protection sociale à d'autres catégories socio-professionnelles afin de bien renflouer les caisses, le régime social de la CNSS ne couvrant à ce jour que 10 à 15% de la population active, basé essentiellement sur les salariés.

Evariste Ondongo prévoit aussi de développer l'action sociale de la CNSS en construisant des centres médico-sociaux destinés à la prise en charge des assurés. L'objectif du projet est de

limiter le nombre d'évacuations sanitaires de ses contribuables qui, selon lui, coûtent très cher à la caisse.

La vision du directoire porte également sur la transformation numérique de la CNSS. Il s'agira de développer des services digitaux en son sein afin de promouvoir le recouvrement et le paiement des cotisations ainsi que des prestations sociales en ligne. L'objectif est que toutes les opérations en ligne se fassent à partir des téléphones.

« La CNSS est actuellement gangrenée par la fraude qui limite sa gestion. Les employeurs qui ne déclarent pas le nombre exact de leurs salariés, les usurpations d'identité, des problèmes des pompes funèbres, puisque nous n'arrivons pas à voir le vrai fichier des décédés. Ce



Evariste Ondongo délivrant sa politique de gouvernance./Adiac

qui fait que des ayants droit mal intentionnés perçoivent frauduleusement des pensions, et cela nous coûte des milliards. Mais si toutes les

opérations de paiement et de recouvrement se font en ligne, nous allons régler le problème », a souligné Evariste Ondongo.

Le directeur général a fait également savoir que la CNSS compte 58 907 employeurs qui cotisent, pour 333 334 travailleurs déclarés.

Créée en 1956, la caisse compte actuellement sept directions centrales, dix directions départementales et sept agences à travers le pays, pour un coût de prestation de 81 milliards FCFA. Elle redistribue chaque année 91 milliards FCFA au profit des veuves, des orphelins, des travailleurs accidentés et des retraités. Pour garantir et améliorer son autonomie, elle investit dans les marchés financiers et dans l'immobilier afin de diversifier ses sources de revenu. Evariste Ondongo veut éviter que la caisse soit trop tributaire des cotisations sociales, dans un pays où l'économie peine à soutenir le régime social.

**Firmin Oyé**

## EMPGL

## Les meilleurs élèves de l'année 2025-2026 gratifiés

La cérémonie de fin d'année 2025-2026 à l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc (EMPGL) a eu lieu le 13 juillet, à Brazzaville, couplée à son 80<sup>e</sup> anniversaire de création.

Les statistiques présentées par le directeur des études issues des évaluations scolaires du concours d'orthographe et des compétitions sportives réunissant 21 lycées d'enseignement général, tant publics que privés, indiquent que Christian Junior Nkounka Kinouani, de la classe de 5<sup>e</sup>, a obtenu une moyenne de 17,35, faisant de lui le major de l'établissement. Jirhé Ouaua, enfant de troupe inscrit au lycée Saint-Exupéry, est également major de l'établissement parmi ceux qui fréquentent ledit lycée, pour avoir réalisé une moyenne de 17,75. Ils ont reçu les prix d'excellence du président de la République.

Parlant du parcours exceptionnel de cette école, le commandant des écoles des Forces armées congolaises, le général de brigade Charles Victoire Bantadi s'est exprimé en ces termes : « Depuis sa création, notre école n'a cessé de former, d'éduquer dans la discipline du devoir et l'amour de la patrie les générations d'hommes appelés à servir dans leurs pays avec honneur et servia-



Remise de dons par les autorités aux élèves./Adiac

bilité. Cette cérémonie qui nous réunit ce jour est à la fois un devoir de mémoire envers ceux qui nous ont précédés ;

un hommage aux anciens enfants de troupe qui font rayonner notre école. Elle est également le moyen pour nous de

féliciter nos élèves, enfants de troupe, des efforts consentis tout au long de l'année et de les encourager à persévérer

dans la quête de l'excellence, dans le respect des valeurs, de la discipline, de la loyauté, du courage et du patriotisme ».

Cette cérémonie présidée par le ministre de la Défense nationale, Raymond Zéphirin Mboulou, a été marquée, entre autres, par la publication des résultats ainsi que la remise de don par l'Association des anciens enfants de troupe (AET) du Congo au commandant de l'école, Camille Serge Oya, en présence des présidents des associations des AET d'Afrique. Comme d'habitude, cette cérémonie a intégré les rites et traditions de l'EMPGL : la transmission du fanion, le baptême de la promotion sortante et la publication des résultats scolaires.

Signalons qu'au-delà de la cérémonie, des activités sportives et de cohésion ont été organisées la veille, en compagnie des présidents des amicales sœurs du Bénin, de la Centrafrique, du Gabon, du Tchad et du Sénégal, prélude à la 16<sup>e</sup> Journée nationale de l'AET qui sera célébrée le 16 juillet prochain.

**Guillaume Ondze**



## BOISSON GAZEUSE

# Le vrai goût de la grenadine débarque au Congo !

Avec TOP Grenadine, Bralico enrichit sa gamme TOP et propose aux consommateurs congolais une nouvelle boisson gazeuse fruitée, au goût authentique de la grenadine. Accessible, rafraîchissante et pensée pour les jeunes comme pour les familles, cette nouveauté entend rapidement s'imposer comme la référence du segment sur le marché congolais.

Les Brasseries et limonades du Congo (Bralico), filiale du Groupe Castel, poursuivent leur dynamique d'innovation avec le lancement officiel de TOP Grenadine, une boisson gazeuse au goût authentique de la grenadine qui vient compléter la célèbre gamme TOP. Disponible en bouteille en verre consignée de 50 cl au prix conseillé de 300 FCFA, TOP Grenadine se distingue par

nous leur proposons une saveur unique, moderne et accessible qui accompagnera leurs moments de convivialité en famille et entre amis », a déclaré Roland Freud Mongaubami, responsable marketing de Bralico, lors de la conférence de presse relative au lancement de cette nouvelle gamme TOP.

Fidèle à son engagement en faveur de l'environnement, Bralico mise également sur

saveurs Orange, Passion, Coco, Pina Top et d'autres références appréciées, la gamme TOP continue de grandir pour répondre aux nouvelles attentes du marché. Avec TOP Grenadine, Bralico affiche clairement son ambition qui est de faire de cette nouvelle boisson la référence incontournable de la saveur grenadine au Congo.

Selon Roland Freud Mongaubami, le lancement de



cette boisson, développée après plusieurs phases de tests, offre un goût authentique et un excellent rapport qualité-prix. TOP Grenadine se veut une marque moderne, conviviale et accessible, conçue pour accompagner les moments

la chargée de communication, Christelle Nzougani Bakadila, a affirmé que le lancement de TOP Grenadine s'inscrit dans la stratégie permanente d'innovation de Bralico. Elle a précisé que cette nouvelle référence ne remplace aucune des saveurs existantes de la gamme TOP, mais vient enrichir l'offre en réponse à une forte demande du marché. Selon elle, la gamme, présente sur le marché depuis 2018, poursuit sa croissance et continuera à s'élargir avec de nouveaux produits adaptés aux attentes des consommateurs. L'ambition de Bralico est de faire de TOP Grenadine la nouvelle référence de la saveur grenadine au Congo, grâce à une large disponibilité sur le marché, au soutien des distributeurs et à une communication de proximité favorisant l'adhésion des consommateurs.

son excellent rapport qualité-prix, son goût rafraîchissant et sa volonté d'offrir une alternative locale répondant aux attentes des consommateurs.

Destinée principalement aux adolescents et aux familles, cette nouvelle saveur sera commercialisée dans les boutiques, alimentations, bars et restaurants à travers le pays. Son lancement est soutenu par une vaste campagne nationale comprenant des dégustations, des animations dans les écoles, universités et lieux de vie, ainsi qu'une forte présence sur les plateformes numériques. « Le marché évolue et les consommateurs recherchent davantage de choix. Avec TOP Grenadine,



une bouteille en verre consignée et recyclable, confirmant sa volonté de concilier innovation, qualité et responsabilité écologique. Déjà composée des

TOP Grenadine répond à une évolution des attentes des consommateurs, de plus en plus en quête de diversité et de nouvelles saveurs. Il explique que

de partage. Il souligne également l'engagement environnemental de Bralico, qui privilégie les bouteilles en verre consignées et recyclables.

Face à la presse nationale,



VEILLÉE DE PRESSE EN MÉMOIRE DE JEAN-PAUL PIGASSE

# L'ultime hommage au bâtisseur du groupe Adiac

À l'initiative du comité de direction du groupe Agence d'information d'Afrique centrale (Adiac) et de l'ensemble de son personnel, une veillée de presse a réuni, le 13 juillet, dans les locaux des Dépêches de Brazzaville, autorités, journalistes, écrivains, artistes, proches et collaborateurs, venus honorer la mémoire de Jean-Paul Pigasse, fondateur et président-directeur général de ce groupe, disparu le 11 juillet en France.

Les visages étaient moroses, les regards empreints de tristesse. Dans une atmosphère de recueillement, chacun semblait mesurer l'immense vide laissé par celui qui, durant plusieurs décennies, a façonné le paysage médiatique et culturel congolais à travers plusieurs œuvres : le quotidien *Les Dépêches de Brazzaville*, *Le Courrier de Kinshasa*, l'hebdomadaire *Le Bassin du Congo*, la galerie-musée du bassin du Congo, la librairie Les Manguiers. Parmi les personnalités présentes figuraient les ministres Jean Claude Gakosso, Thierry Lézin Mougalla et Lydie Pongault; le président du Conseil supérieur de la liberté de



Une minute de silence en mémoire de Jean-Paul Pigasse, fondateur et président-directeur général du groupe Adiac/Adiac

tager le quotidien de la rédaction plutôt que de rester dans son bureau. « *Le navire a perdu son capitaine* », a-t-il confié, promettant, avec ses collègues, de préserver l'héritage légué aux générations futures. La signature du livre d'or a constitué l'un des moments les plus poignants de cette veillée. Premier à s'y prêter, le ministre de la Culture, des Arts, du Patrimoine national et de l'Industrie touristique, Jean Claude Gakosso, a couché quelques mots sobres mais profondément chargés d'émotion, traduisant toute l'affliction suscitée par la disparition de Jean-Paul Pigasse. À sa suite, le ministre de la Commu-



Directrice générale p.i, Raïssa Angombo



Le ministre Jean Claude Gakosso



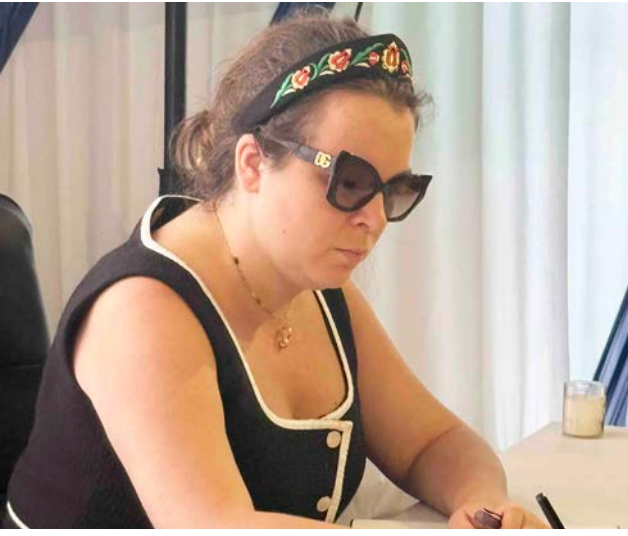
Le ministre Thierry Lézin Mougalla



Le président du Conseil supérieur de la liberté de communication, Médard Milandou



Bélanda Ayessa, directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza



Maria Fakhruddinova, directrice de la Maison russe



Claire Bodonyi, ambassadrice de France au Congo Brazzaville

communication, Médard Milandou ; Bélanda Ayessa, directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza; Maria Fakhruddinova, directrice de la Maison russe; ainsi que plusieurs responsables d'organes de presse et de nombreux journalistes. Au fil de cette cérémonie d'hommage, des images d'archives retraçant le parcours de Jean-Paul Pigasse et des extraits de ses célèbres réflexions publiées dans les colonnes des Dépêches de Brazzaville défilaient sur écran, ravivant des souvenirs précieux et rappelant la vision d'un homme passionné par l'information, la culture et le Congo. Dans son allocution, la directrice générale par intérim des Dépêches de Brazzaville, Raïssa Angombo, a salué un homme exceptionnel, un grand chrétien, un patron profondément humain », rappelant les valeurs de respect, de confiance et de bienveillance qui guidaient son management.

Émue, elle a lancé un appel à tous les collaborateurs : poursuivre l'œuvre de celui qu'elle a accompagné pendant vingt-cinq ans et faire vivre le journal qui fut « l'œuvre de toute sa vie ». **Des témoignages poignants** Les témoignages se sont ensuite succédé. Avec une émotion palpable, Bélanda Ayessa est revenue sur la naissance des Dépêches de Brazzaville, fruit d'une ambition commune portée par Jean-Paul Pigasse, au lendemain des conflits que traversait le pays. Elle a évoqué un mentor, un maître et un ami dont l'audace a permis de bâtir un groupe de presse devenu une référence, tout en rappelant son engagement déterminant dans la création du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Le rédacteur en chef délégué des Dépêches de Brazzaville, Christian Elion, a décrit, quant à lui, un dirigeant proche de ses équipes, préférant souvent par-

ler la culture et des Médias, Thierry Lézin Mougalla, a rendu un vibrant hommage à « *un journaliste, un homme de presse et un homme de culture émérite* ». Il a salué le rayonnement personnel et professionnel de celui qu'il considérait comme « un Congolais de cœur », dont l'engagement a largement contribué à faire exister le Congo sur la scène médiatique du XXI<sup>e</sup> siècle. Évoquant leurs nombreux échanges, le ministre Mougalla a rappelé combien l'immensité de sa culture et la richesse de leurs discussions l'avaient marqué, avant de paraphraser Victor Hugo : « *Tu n'es plus parmi nous, mais tu es désormais là où nous sommes tous.* » Des mots d'une grande intensité qui ont résonné comme une promesse : celle de garder vivante la mémoire et l'œuvre d'un homme qui continuera d'inspirer le journalisme congolais. **Merveille Jessica Atipo**



STATISTIQUES

Des données régulières pour mieux mesurer le marché du travail

Alignée sur les standards internationaux, l'enquête trimestrielle du marché du travail permettra de produire des données destinées à renforcer les politiques publiques en faveur de l'emploi. Reçue le 10 juillet à Brazzaville par le ministre de l'Emploi, de l'Entrepreneuriat et de la Formation qualifiante, Rodrigue Charles Malanda Samba, l'experte du Bureau international du travail (BIT), Nedia Touihri, a insisté sur le lancement de la nouvelle enquête sur l'emploi et le secteur informel.

En mission de travail à Brazzaville, la statisticienne régionale du travail pour l'Afrique au BIT, Nedia Touihri, a réitéré aux autorités l'engagement de son institution à accompagner le Congo dans la réforme du système statistique de l'emploi. Les échanges ont permis de présenter les objectifs de cette opération statistique qui entre désormais dans sa phase préparatoire. Les équipes de l'Institut national de la statistique (INS), avec l'appui technique du BIT et des autres institutions productrices et utilisatrices de données, travaillent actuellement à harmoniser les concepts et les méthodes, conformément aux normes internationales relatives aux statistiques du travail. Selon Nedia Touihri, cette enquête constitue une avancée majeure pour le Congo. Elle offrira au pays un système moderne de mesure du marché du travail, capable de produire des données fiables et régulières sur l'emploi, le chômage et le secteur informel. Ces informations permettront d'orienter



Nedia Touihri au cours d'un atelier de formation./DR

les recherches, mais surtout de concevoir des politiques publiques et des programmes plus efficaces en matière d'emploi. La spécialiste du BIT a également souligné que cette enquête se distingue par sa conformité aux dernières normes adoptées par la Conférence internationale des statisticiens du travail. Autre innovation majeure concerne sa réalisation sur une base trimestrielle, une première pour le pays. À la fin de chaque trimestre, les autorités disposeront ainsi d'une photographie actualisée du marché du travail. Quatre séries d'indicateurs seront produites chaque année, permettant de mieux prendre en compte les variations saisonnières qui influencent fortement l'emploi. « Le marché du travail est marqué par une forte saisonnalité. Les niveaux d'emploi varient selon les périodes de l'année, notamment en fonction des activités agricoles ou économiques. Une seule mesure annuelle ne permet pas de refléter cette réalité. La trimestrialisation de l'enquête

permettra de mieux capturer ces évolutions », a expliqué Nedia Touihri. Pour sa part, le directeur général de l'INS, Steve Bertrand Mboko Ibara, a indiqué que cette nouvelle enquête répond directement aux besoins du ministère en charge de l'emploi en matière de suivi et d'évaluation des politiques publiques. Il a précisé que les statistiques produites permettront désormais de suivre, trimestre après trimestre, l'évolution du chômage, de l'emploi et du secteur informel, contrairement aux précédentes enquêtes qui ne fournissaient que des données ponctuelles. « L'objectif est d'amener le système statistique congolais au niveau des standards internationaux. Grâce à cette enquête, le gouvernement disposera régulièrement d'indicateurs fiables pour élaborer, suivre et évaluer les politiques, programmes et projets de développement, notamment dans le domaine de l'emploi », a-t-il assuré.

Fiacre Kombo

ATELIER 5  
ESPACE BEAUTÉ

Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE

Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE  
«MON PREMIER ÉCLAT»

Hamam – 1 heure  
Soin visage flash éclat – 1 heure  
Pose vernis normal

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE  
«BEAUTÉ INITIATION»

Shampooing traitant + Brushing  
Massage relaxant – 1 heure  
Épilation sourcils

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE

Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

|                     |                  |
|---------------------|------------------|
| Éclat Total         | 99 000 FCFA      |
| Pause Bien-Être     | 59 000 FCFA      |
| Beauté du Quotidien | 55 000 FCFA      |
| Reine d'un Jour     | 95 000 FCFA      |
| Harmonie Couple     | 100 000 FCFA     |
| Corps Sublimé       | 60 000 FCFA      |
| Épilation Complète  | 45 000 FCFA      |
| Abonnement Mensuel  | 49 000 FCFA/mois |

Hamam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent

Journée complète – économie de 36 000 FCFA

Hamam (1h) · Massage relaxant (1h) · Soin visage flash éclat (1h) · Pose vernis normal

Demi-journée – économie de 21 000 FCFA

Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1h) · Épilation sourcils + lèvre

3 heures environ – économie de 20 000 FCFA

Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils

Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA

Hamam (1h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes

Forfait existant Atelier 5

Hamam (1h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min)

Détox corps – économie de 20 000 FCFA

Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure

Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA

Shampooing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois

Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS

Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.

-Un bon de réduction de -20% est offert sur l'achat de produits à l'issue de tout forfait Découverte.

-Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu'à 24h avant la séance.

-L'Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.

-Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ

Av. Amilcar Cabral, 1<sup>er</sup> étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville

Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 · Email : 242atelier5@gmail.com

@atelier5\_242 | @atelier5 | @instituteatelier5



## ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

## Le Congo partage son expérience à Yaoundé

La section congolaise de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a participé, du 7 au 12 juillet à Yaoundé, au Cameroun, aux travaux de la 51e session de cette institution, et a pris une part active dans les débats en commissions.

Consacrées aux enjeux de paix, de démocratie, de bonne gouvernance et du climat des affaires, les assises ont structuré leurs travaux autour de plusieurs commissions thématiques. Participants aux débats au sein des commissions aux côtés de leurs collègues venus des différents pays, les députés congolais se sont illustrés par leurs interventions. C'est le cas du président délégué de l'APF section du Congo, Roland Bouity-Viaudo, à la commission des affaires économiques. Le deuxième vice-président de l'Assemblée nationale a rappelé, en effet, les grands rendez-vous continentaux organisés récemment au Congo ainsi que des avancées enregistrées ces derniers temps dans le pays.

Il est revenu, par exemple, sur la tenue, du 25 au 29 mai dernier à Brazzaville, des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement, un grand forum qui a permis de couvrir une table ronde des bailleurs de fonds sur l'architecture financière de l'Afrique. Selon Roland Bouity-Viaudo, ce fut une réunion de haut niveau sur les perspectives économiques du continent, à côté d'une autre table ronde organisée par les bailleurs de fonds pour le financement du plan d'invest-



tissement du Fonds bleu du bassin du Congo, concernant le développement durable. En marge de ces Assemblées générales annuelles, il s'est tenu également une table ronde sur l'épidémie de virus Ebola qui sévit en République démocratique du Congo et en Ouganda.

« En ce qui concerne le Congo, des contacts ont été renoués avec le Fonds monétaire international pour la signature d'un nouveau plan de financement pour les années à venir. Nous avons aussi au niveau du pays adopté, il y a quelques semaines, un nouveau

code minier, pour avoir une meilleure maîtrise de nos ressources et aller donc vers une transformation *in situ* dans le pays de certaines ressources minières », a partagé le président délégué de la section APF-Congo. Il a précisé que la transformation locale des matières premières est aujourd'hui un défi pour l'Afrique afin d'éviter d'exporter des produits bruts.

Il a rappelé, par ailleurs, que le 16 avril 2025, les Nations unies ont adopté une Décennie sur le boisement et le reboisement pour la période 2027-2036, une lueur d'espoir

Une vue de la délégation de l'APF-Congo/DR en vue de lutter efficacement contre le réchauffement climatique.

Dans la commission politique, le député Yves Fortuné Moundelé-Ngollo Ehourossia a présenté la situation politique de son pays. Il a rappelé la mise en place d'une nouvelle équipe gouvernementale à l'issue de l'élection présidentielle de mars dernier remportée haut la main par le président sortant, Denis Sassou N'Guesso. Pour lui, le chef de l'Etat réélu a confié à cette nouvelle équipe la mission de mettre en œuvre son projet de société intitulé « L'accélération de la marche vers

le développement », traduit en Programme d'action du gouvernement, après sa présentation à la représentation nationale par le Premier ministre.

Parlant du calendrier politique, le député de la circonscription électorale unique d'Ongoni, dans le département de la Nkényi-Alima, a annoncé la tenue en 2027 des élections législatives et locales. « Au Congo, les députés de l'Assemblée nationale sont élus au scrutin majoritaire à deux tours et nous avons 153 circonscriptions électorales. La section congolaise prône l'action parlementaire de l'APF et reste déterminée à œuvrer dans le cadre de la diplomatie parlementaire pour promouvoir le dialogue entre les peuples et les valeurs de paix et de démocratie », a martelé Yves Fortuné Moundelé-Ngollo Ehourossia.

Notons que l'APF compte en son sein quatre commissions permanentes dont la commission politique; la commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles; la commission des affaires parlementaires; et la commission de la coopération et du développement.

Parfait Wilfried Douniama

## La Québécoise Nathalie Roy prend la tête de l'institution

La présidente de l'Assemblée nationale de Québec, Nathalie Roy, a été élue à l'issue de la 51e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), tenue à Yaoundé, au Cameroun, du 7 au 12 juillet 2026. Elle succède au Camerounais Hilarion Etong pour les deux prochaines années.

Près de 400 parlementaires et responsables issus de plus de 90 pays ont débattu des enjeux de paix, de démocratie, de bonne gouvernance et du climat des affaires au Cameroun. La République du Congo a été représentée par une forte délégation comprenant, entre autres, le président du Sénat, Pierre Ngolo, président d'honneur de la section APF-Congo et le deuxième-vice-président de l'Assemblée nationale, Roland Bouity-Viaudo, président délégué de l'APF Congo.

La présidente de l'Assemblée nationale du Québec a rappelé le contexte assez complexe dans lequel elle hérite de cette institution. « Je viens pour apprendre et aussi pour vous servir à une période où nos démocraties sont mises à l'épreuve, on en parle depuis des jours déjà, et où les tensions géopolitiques se multiplient, où les transformations technologiques bouleversent nos sociétés, la collaboration entre parlementaires, francophones est plus essentielle que jamais. Certes, notre langue commune nous rassemble,

mais ce sont avant tout les valeurs que nous partageons qui nous unissent, la démocratie, l'Etat de droit, l'égalité entre les hommes et les femmes, le respect des différentes cultures, la solidarité et la coopération, qui donnent un sens à notre action », a rappelé Nathalie Roy, précisant que la francophonie n'est pas seulement un héritage, mais un projet d'avenir. Son vœu le plus ardent est de faire de l'APF une force d'action, d'innovation et de rassemblement au cours des deux prochaines années. Elle est consciente de nombreux défis auxquels les sociétés francophones sont confrontées. D'où la nécessité de renforcer la coopération parlementaire francophone. C'est ainsi que la Québécoise propose trois grandes priorités devant contribuer davantage au développement de la francophonie parlementaire de façon encore plus concrète. Il s'agit notamment de la prospérité économique de l'espace francophone; le développement et le rayonnement de l'APF, ainsi que la place des cultures francophones dans l'univers nu-



Passation de témoin entre Hilarion Etong et Nathalie Roy/DR

mérique. « Nous devons nous assurer que la richesse et la diversité de nos cultures respectives demeurent visibles, accessibles et pleinement vivantes. La diversité culturelle a toujours été au cœur de l'action de la francophonie. Alors aujourd'hui, elle se dé-

ploie aussi sur les plateformes numériques et dans les algorithmes qui influencent ce que nous voyons, écoutons et découvrons chaque jour », a expliqué Nathalie Roy, insistant sur la découvrabilité des contenus culturels dans l'univers numérique.

Elle a, par ailleurs, appelé à une participation accrue des femmes dans la vie politique. La nouvelle présidente de l'APF a rappelé que la femme n'est pas une minorité, mais la moitié de l'humanité. Son style fondé sur l'écoute et la proximité vise à rendre l'APF plus réactive face aux réalités des populations francophones. « Je le répète aujourd'hui avec force et conviction, c'est ensemble, femmes et hommes de bonne volonté, que nous réussirons à faire progresser l'égalité. Nous devons unir nos efforts pour bâtir des environnements politiques où chaque femme peut pleinement participer à la vie démocratique, faire entendre sa voix et exercer son leadership au bénéfice de toute la société », a-t-elle insisté, estimant que la participation pleine et entière des femmes au processus décisionnel n'est pas seulement une question d'équité, elle constitue une condition essentielle au développement démocratique, à la qualité de la gouvernance et à la vitalité des institutions ainsi que des sociétés francophones.

P.W.D.



DIPLOMATIE

# Moscou accélère sa présence en Afrique

## La nouvelle tournée africaine du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, confirme une évolution majeure de la stratégie de Moscou sur le continent.

Après avoir longtemps fondé son retour en Afrique sur les questions sécuritaires, la Russie cherche désormais à bâtir une influence multidimensionnelle, articulée autour de l'énergie, des infrastructures, de la diplomatie économique et de la coopération militaire. Les étapes d'Addis-Abeba puis de Niamey illustrent cette montée en gamme. En Éthiopie, Moscou ne s'est pas contenté de réaffirmer une coopération historique. Les discussions autour de la future centrale nucléaire civile témoignent d'une ambition plus profonde : s'inscrire durablement dans la transformation industrielle de la première économie de la Corne de l'Afrique. Pour Addis-Abeba, confrontée à une demande énergétique en forte croissance, le nucléaire constitue un levier de diversification face à une dépendance quasi exclusive à l'hydroélectricité, fragilisée par les aléas climatiques et les tensions régionales autour du Grand Barrage de la Renaissance. Pour la Russie, ce projet représente bien davantage qu'un contrat énergétique. Il ouvre la voie à une relation de long terme fondée sur le transfert de techno-

logies, la formation, la maintenance et le financement, autant d'éléments qui renforcent durablement son empreinte stratégique. Parallèlement, Moscou consolide son partenariat militaire avec Addis-Abeba. Formation des forces armées, modernisation des équipements et appui au développement d'une future marine éthiopienne traduisent la volonté russe d'accompagner les ambitions régionales de ce pays enclavé, qui revendique un accès à la mer Rouge. Dans une région où convergent les intérêts des États-Unis, de la Chine, de la Turquie, des Émirats arabes unis et des puissances européennes, cette présence russe accroît la compétition géostratégique autour de l'un des principaux carrefours maritimes mondiaux. La seconde étape de Lavrov, au Niger, revêt une portée tout aussi stratégique. En participant aux consultations diplomatiques de la Confédération des États du Sahel, Moscou confirme son soutien aux nouvelles autorités du Mali, du Burkina Faso et du Niger, devenues ses principaux partenaires en Afrique de l'Ouest après le retrait progressif de la France et le repositionnement de plusieurs partenaires

occidentaux. Au-delà de la coopération sécuritaire, la Russie cherche désormais à accompagner l'Alliance des États du Sahel dans ses projets économiques, miniers, énergétiques et diplomatiques. L'objectif est de démontrer qu'elle peut offrir une alternative globale aux modèles traditionnels de coopération. Cette offensive intervient alors que la concurrence entre puissances s'intensifie sur le continent. Chine, États-Unis, Union européenne, Turquie, pays du Golfe et Russie multiplient les investissements et les initiatives diplomatiques pour sécuriser l'accès aux ressources stratégiques, aux marchés africains et aux grands corridors commerciaux. La tournée de Sergueï Lavrov illustre ainsi une re-composition profonde des rapports de force internationaux. Pour Moscou, l'Afrique n'est plus un simple théâtre diplomatique périphérique : elle devient l'un des piliers de sa stratégie d'influence dans un monde multipolaire, où énergie, sécurité, technologies et partenariats politiques constituent désormais les principaux leviers de puissance.

Noël Ndong

GUINÉE

# La plainte déposée à Paris contre Mamadi Doumbouya ouvre un nouveau front diplomatique et judiciaire

En visant le chef de l'État guinéen devant la justice française pour disparition forcée, les familles de deux opposants déplacent le rapport de force du terrain politique vers le droit international. Une procédure aux conséquences potentiellement majeures pour Conakry, Paris et les relations franco-africaines.

La plainte déposée devant le tribunal judiciaire de Paris contre le président guinéen, Mamadi Doumbouya, marque une nouvelle étape dans l'internationalisation de la crise politique en Guinée. Au-delà du sort d'Oumar Sylla, dit Foniké Mengué, et de Mamadou Billo Bah, deux figures de la société civile disparues depuis leur arrestation le 9 juillet 2024, cette initiative ouvre un front inédit où se croisent diplomatie, justice internationale, droits humains et intérêts stratégiques. Les épouses des deux opposants, représentées par les avocats William Bourdon et Vincent Brengarth, accusent le chef de l'État de disparition forcée. Leur stratégie juridique repose sur un élément déterminant : selon leurs conseils, Mamadi Doumbouya serait également détenteur de la nationalité française, un point qui, s'il était confirmé, pourrait influencer l'appréciation de la compétence des juridictions françaises.

### Une bataille qui dépasse la Guinée

L'affaire ne se limite plus à la politique intérieure guinéenne. Elle s'inscrit dans une tendance croissante consistant à porter devant les juridictions européennes des dossiers impliquant des dirigeants africains accusés de violations graves des droits humains. Cette judiciarisation des relations internationales traduit une évolution

des rapports de force. Les organisations de défense des droits humains, les familles de victimes et les avocats spécialisés utilisent désormais le droit comme un levier de pression diplomatique lorsque les voies de recours nationales apparaissent bloquées. Pour la transition guinéenne, cette procédure intervient à un moment sensible. Alors que Conakry cherche à convaincre ses partenaires internationaux de sa volonté de restaurer un ordre constitutionnel et d'attirer les investissements étrangers, cette plainte risque d'alimenter les interrogations sur l'État de droit et la gouvernance.

### Paris face à une équation diplomatique délicate

Pour la France, le dossier est politiquement sensible. Si la justice décide d'instruire la plainte, Paris devra concilier deux impératifs : préserver l'indépendance de son autorité judiciaire tout en évitant une dégradation de ses relations avec un partenaire stratégique d'Afrique de l'Ouest. La Guinée demeure un acteur majeur dans l'approvisionnement mondial en bauxite, matière première essentielle à la production d'aluminium, ainsi qu'un pays riche en minerais stratégiques. Toute tension diplomatique prolongée pourrait avoir des répercussions économiques et géopolitiques dans un contexte de compétition internationale pour l'accès aux

ressources critiques.

### Les coulisses d'une pression croissante

La procédure intervient alors que plusieurs organisations internationales réclament des éclaircissements sur le sort de Foniké Mengué et de Mamadou Billo Bah. Les informations relayées par la presse française concernant une propriété immobilière attribuée au président guinéen dans le Gard ainsi que les affirmations de ses avocats sur une éventuelle nationalité française participent à renforcer la portée médiatique du dossier. À ce stade, ces éléments relèvent toutefois des allégations avancées dans le cadre de la procédure et devront, le cas échéant, être examinés par la justice. Au-delà de l'aspect judiciaire, cette affaire pourrait peser sur l'image internationale de la Guinée au moment où le pays cherche à consolider sa crédibilité auprès des bailleurs de fonds, des investisseurs et des partenaires bilatéraux. La plainte déposée à Paris pourrait ainsi constituer un précédent majeur : elle rappelle que, dans un monde où les enjeux de gouvernance et de droits humains occupent une place croissante dans les relations internationales, les dirigeants sont désormais confrontés à des risques juridiques qui dépassent largement les frontières de leur propre État.

N.Nd.

MUSIQUE

# Makhalba Malecheck met les « Makambo na mesa »

Dans son nouveau titre engagé, la figure de proue du rap congolais passe au crible les maux qui minent la société et appelle à une prise de conscience collective. Selon Junior Serge Elion Nkou, dit Makhalba Malecheck, le rap congolais retrouve sa verve engagée et sa fonction de miroir social.



Avec la sortie de son nouveau titre intitulé « Makambo na mesa » (Littéralement « Les vérités sur la table »), l'artiste Makhalba Malecheck signe un retour fracassant. Loin des thématiques légères, le rappeur choisit de parler à ses compatriotes et de poser les vrais débats là où ils doivent l'être.

Celui qui se surnomme « Le sommet du rap congolais » a fait une radiographie sans concession de la société puisque « Makambo na mesa » est une œuvre résolument engagée. Fidèle à sa plume acérée, Makhalba Malecheck dresse un état des lieux sans complaisance des réalités qui freinent le développement et l'épanouissement collectif.

Dans un texte ciselé mêlant avec brio le lingala et le français, une dualité linguistique qui donne au message un caractère à la fois local et universel, l'artiste passe en revue les fléaux contemporains. Du chômage endémique à la corruption systémique, en passant par la délinquance juvénile, les inégalités sociales criantes et l'hypocrisie des relations humaines, rien n'échappe à sa vigilance.

Le morceau, disponible sur toutes les plateformes de téléchargement légales, bouscule aussi les sphères politiques, interroge l'effritement des valeurs familiales et questionne la place de la foi dans un monde en perte de repères. Plus qu'un simple constat, il se veut une invitation pressante faite à chaque citoyen d'ouvrir les yeux, d'assumer ses responsabilités et d'œuvrer à la construction d'un avenir meilleur pour le pays.

Rappeur technique et performeur hors pair, Malecheck a forgé son identité artistique autour de la critique sociale et de la valorisation de la culture urbaine congolaise. Son parcours, jalonné de projets marquants et de collaborations stratégiques, témoigne une maturité artistique qui lui permet aujourd'hui d'aborder des sujets complexes avec la légitimité d'un grand frère et d'un observateur averti.

Rude Ngoma



## ECOLE DE VIE

## Ewawa Plus mise sur le basketball pour former les enfants

Le ballon orange devient, le temps d'un mois, un instrument d'éducation et de citoyenneté pour soixante-dix enfants réunis au gymnase Maxime-Matsima, dans le premier arrondissement de Brazzaville, Makélékélé. Porté par Ewawa Plus, le camp Ewawa Kids conjugue apprentissage sportif, discipline et transmission des valeurs, du 6 juillet au 5 août, avant de céder la place au tournoi qui lui a donné naissance.

Destiné aux enfants de 7 à 15 ans, le programme dépasse largement le cadre d'un simple stage de vacances. Chaque matinée, de 9 heures à midi, les jeunes participants s'initient aux fondamentaux du basketball avant d'enchaîner sur des ateliers éducatifs, culturels et citoyens pensés pour construire la confiance en soi autant que la technique. L'encadrement technique a été confié à Blaise Baleketa, expert de la Fédération internationale de basketball, garant d'une progression structurée et adaptée à l'âge des enfants. L'association Butterfly appuie de son côté l'organisation quotidienne du camp par la mobilisation de ses bénévoles.

## Un large soutien institutionnel et associatif

Cette première édition se distingue par sa composition. La moitié des participants provient de structures d'accueil pour enfants orphelins et 40 % sont des filles. Une répartition qui traduit la volonté d'Ewawa Plus de rendre le sport accessible à tous, indépendamment des origines sociales ou du genre.

L'ambition a été saluée lors de la cérémonie de lancement, à laquelle ont pris part plusieurs partenaires de l'éducation et de la jeunesse. Mariame Kangoud, présidente de l'Archer Fonda-



tion; Eliphail Balloula-Touadi, secrétaire général de la Fondation africaine pour l'éducation; et Dimi Yoka, vice-président de la Fédération congolaise de bas-

ketball, ont ainsi apporté leur caution à l'initiative. Pour Eliphail Balloula-Touadi, l'enjeu dépasse le terrain. « Ewawa Kids représente plus qu'une activité spor-

tive, c'est un cadre qui permet aux enfants d'apprendre, de se construire et de croire en leur potentiel », a-t-il déclaré à cette occasion.

Le Camp Ewawa Kids/DR

La présence de la Fédération congolaise de basketball aux côtés d'Ewawa Plus confirme, par ailleurs, l'importance d'un accompagnement institutionnel du basketball dès le plus jeune âge, un accompagnement que l'Archer Fondation, la Fondation africaine pour l'éducation et l'association Butterfly viennent renforcer chacune à sa manière, sur le terrain de l'éducation, du financement ou de l'encadrement bénévole.

Le camp Ewawa Kids s'inscrit dans la continuité de la quatrième édition du Tournoi international de basketball vétérans Ewawa Plus, prévue du 5 au 9 août à Brazzaville. Une articulation qui n'a rien d'anodin pour les organisateurs, convaincus que les vétérans du basketball ne sont pas seulement des compétiteurs mais aussi des modèles pour les nouvelles générations. Le camp se clôturera le 9 août par un match d'exhibition au gymnase Maxime-Matsima, juste avant la finale du tournoi, avec au programme une chorégraphie collective et la remise des diplômes de participation aux enfants.

Avec ce double rendez-vous, Ewawa Plus affirme son ambition de construire un événement sportif à fort impact social, où compétition, éducation et transmission intergénérationnelle se répondent.

Quentin Loubou

## MUSIQUE CHRÉTIENNE

## Dieudo Diasso, quand la foi rencontre le talent !

Le gospel congolais s'enrichit d'un nouveau talent prometteur issu de la banlieue kinoise. Son nom: Dieudo Diasso. Jeune artiste débordant d'énergie, animé par une foi profonde et porté par de grandes ambitions, il a choisi la musique comme moyen d'exprimer son vécu spirituel.

À travers ses chants, le jeune chantre de l'Éternel, Dieudo Diasso, traduit une profonde dévotion à Dieu, nourrie par un attachement sincère aux valeurs de l'Évangile. Son univers musical reflète une foi authentique qu'il aspire à partager avec le plus grand nombre. Il fait de la musique un véritable canal d'évangélisation. À travers ses compositions, il aspire à toucher les âmes et à les conduire vers le Christ. Chacune de ses chansons s'inscrit dans une quête permanente d'amener ses contemporains à expérimenter la grâce divine. Sa particularité est qu'il accorde une importance toute particulière à la qualité des textes. Perfectionniste et exigeant,

Dieudo Diasso veille à ce que chaque parole porte un message fort, fidèle aux Saintes Écritures et empreint d'une profonde spiritualité. Ses œuvres ne se résument pas à de simples mélodies. Elles sont de véritables voyages spirituels, des instants privilégiés de communion avec le Dieu créateur. Son style musical allie la ferveur de la regrettée Marie Misamu, la sensibilité du pasteur Athom's Mbuma et la philosophie artistique de feu Alain Moloto. Avec un premier album de cinq titres à son actif dont le très remarqué « Siège de ma foi », ce chantre de l'Éternel qui évolue encore en solo poursuit son parcours avec détermination. Il est au-



Le chanteur gospel, Dieudo Diasso./DR

jourd'hui à la recherche d'un producteur capable d'accompagner son ascension et de révéler son potentiel à une plus large échelle sur la scène du gospel congolais.

Talent, puissance vocale, présence scénique, etc., Dieudo Diasso incarne à lui seul tous ces atouts. Il ne lui manque plus qu'un véritable accompagnement professionnel pour transformer ses ambitions en une carrière à la hauteur de son potentiel. L'avenir lui tend déjà les bras, et il en est pleinement conscient. Sans précipitation ni calcul, il laisse son talent, sa foi et son travail baliser la voie pour son heure de vérité qui, tôt ou tard, finira par sonner...

Sylvain Andema



## COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

# La compétition débutera le 24 juillet

La Fédération congolaise de football a procédé, le 13 juillet à son siège à Brazzaville, au tirage au sort de la Coupe du Congo qui mettra aux prises, à titre exceptionnel, treize équipes chez les dames et douze chez les messieurs.

Les équipes ont été sélectionnées en raison de leurs dernières performances. Il s'agit des anciens vainqueurs de la compétition et des finalistes.

Chez les messieurs, les formations ont été placées dans quatre poules de trois. Les deux premières seront qualifiées pour les quarts de finale. La poule A est composée du Club athlétique renaissance aiglons (Cara), la Jeunesse sportive de Talangai (JST) et l'AS Cheminots. Le Cara débute la compétition le 25 juillet en affrontant la JST. Le 29 juillet, la JST en découdra avec l'AS Cheminots et le dernier match de cette poule mettra aux prises l'AS Cheminots au Cara, le 1er août. Le groupe B regroupe les Diables noirs, l'AS Otohô et Munisport. Le choc Diables noirs-AS Otohô lancera la compétition dans ce groupe, le 25 juillet. Le 29 juillet, AS Otohô recevra Munisport puis le 1er août, les Diables noirs se déplaceront à Pointe-Noire pour y affronter Munisport.



La poule C mettra aux prises l'Etoile du Congo au Real Kondzo et Patronage Sainte-Anne. L'Etoile du Congo affrontera le Real Kondzo, le 25 juillet. Le 29 juillet, Real Kondzo jouera contre Patronage Sainte-Anne puis, le 1er

août, Patronage Sainte-Anne accueillera l'Etoile du Congo. L'Athlétic club Léopards de Dolisie, dans le groupe D, débute la compétition en affrontant V Club, le 25 juillet. Le 29 juillet, V Club recevra l'Interclub et, le

*Les Diables noirs, derniers vainqueurs de la Coupe du Congo / Adiac*

1er août, Interclub recevra l'AC Léopards.

En quarts de finale, le premier du groupe A affrontera le deuxième du groupe C puis le premier du groupe C jouera contre le deuxième du groupe A. Les

deux vainqueurs se retrouveront en demi-finale. Dans l'autre partie du tableau, le premier du groupe B affrontera le deuxième du groupe D et le premier du groupe D jouera contre le deuxième du groupe B. Les deux vainqueurs se retrouveront en demi-finale.

Chez les dames, la poule A regroupe l'AC Colombe, les Diables noirs et le FC Porto. Le groupe B mettra aux prises le CESB, FC La graine et Rayon du soleil. Epah Ngamba, FC Azur et Tula Ka Tula composent le groupe C et le Football club féminin La source aura pour adversaires Galactic excellence, le FC Bouenza et le Club deportivo Allianza. Le même schéma appliqué chez les messieurs l'est aussi pour les dames. En version féminine, la Coupe du Congo débutera le 24 juillet par les rencontres AC Colombe-Diables noirs, CESB-FC La graine, Epah Ngamba-FC Azur, puis La source-Galactic et FC Bouenza- CD Allianza.

**James Golden Eloué**



## AVIS D'ANNULATION D'UNE PUBLICATION

En date du 1er Juillet 2026, le Programme de Transformation du secteur de l'éducation pour de meilleurs résultats, Programme TRESOR a publié par le canal des dépêches de Brazzaville n°5209, un avis à manifestation d'intérêt n°005/MEPPSA/TRESOR-UGP/26 relatif au recrutement d'un consultant senior pour fournir un appui technique à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines au MEPPSA et un avis à manifestation d'intérêt n°006/MEPPSA/TRESOR-UGP/26 relatif au recrutement d'un consultant national pour l'appui technique à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation.

Nous vous rassurons de la nouvelle publication desdits marchés dans les prochains jours.

Toutes nos excuses pour ce désagrément.

*Signature*

Le Coordonnateur

*Signature*

Arsène Harold BOUKITA



Par la présente, nous vous annonçons l'annulation provisoire desdits marchés.



INTERVIEW

Ludovic Ngatsé: « Une meilleure connaissance de l'économie permet de mieux orienter les politiques publiques»

Du travail technique sur le terrain à la vision stratégique de l'État. Organisé par l'Institut national de la statistique (INS), avec l'appui du projet Harmonisation et amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest et du centre (Hiswaca-SOP 2), l'atelier consacré au traitement et à l'apurement des données issues des déclarations statistiques et fiscales constitue une étape essentielle du processus de rebasage du Produit intérieur brut (PIB) et de la migration vers le Système de comptabilité nationale 2008. Dans cet entretien accordé aux Dépêches de Brazzaville, le ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de la Prospective, Ludovic Ngatsé, revient sur les enjeux de cette réforme, les avancées enregistrées et les perspectives qu'elle ouvre pour renforcer le pilotage économique du Congo.

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) :** Monsieur le ministre, avant d'aborder les orientations du Conseil des ministres tenu à Oyo, le 30 juin dernier à l'issue duquel le gouvernement entend accélérer la mise en œuvre des orientations du président de la République relatives à la transparence économique, à la modernisation de l'appareil statistique national et au rapprochement des agrégats macroéconomiques avec la réalité de l'économie congolaise, pouvez-vous expliquer simplement ce qu'est le rebasage du PIB et que signifie la migration vers le Système de comptabilité nationale 2008 ?

**Ludovic Ngatsé (L.N.):** Le rebasage du PIB, c'est tout simplement l'actualisation de l'année de référence qui sert à mesurer la richesse produite par une économie. Pour le Congo, il s'agit de passer de l'année de base 2005 à l'année de base 2022. Il s'agit, pour le gouvernement, d'aligner le Congo sur les bonnes pratiques internationales qui recommandent d'actualiser l'année de base tous les dix ans, afin que les comptes nationaux reflètent mieux la structure réelle de l'économie. La migration vers le Système de comptabilité nationale 2008 va dans le même sens. Elle permet d'aligner nos méthodes de calcul sur la norme internationale actuellement en vigueur. Aujourd'hui, le Congo utilise encore le cadre du SCN 1993, alors que la référence internationale est le SCN 2008. Il s'agit donc de combler un retard méthodologique important et de moderniser la manière dont nous mesurons l'économie nationale. Cette modernisation est d'autant plus nécessaire que les travaux internationaux évoluent déjà vers le SCN 2025, qui deviendra progressivement la nouvelle référence dans les prochaines années. L'objectif final est de disposer d'un PIB plus proche de l'économie réelle, de renforcer la crédibilité de nos statistiques et de mieux éclairer les décisions publiques.

**L.D.B.:** A Oyo lors du Conseil des ministres du 30 juin dernier, le président de la République a exhorté le gouvernement à rapprocher

les éléments de calcul du PIB de l'économie réelle. Comment votre département ministériel traduit-il cette orientation ?

**L. N. :** Il faut d'abord préciser que ce processus ne commence pas aujourd'hui. Le ministère y travaille déjà, à travers son bras technique qui est l'INS, dans le cadre du rebasage du PIB et de la migration vers le SCN 2008. L'instruction issue du Conseil des ministres vient donc renforcer l'exigence d'accélération, de suivi et de finalisation. Au sein de notre ministère, nous avons mis en place une organisation administrative et technique pour conduire ce chantier. Il y a une équipe technique, une feuille de route, un dispositif de suivi régulier des travaux, ainsi que des instruments de coordination, notamment le Comité de pilotage, dont la deuxième session s'est tenue le 26 juin dernier. La mise en œuvre de cette feuille de route repose également sur la mobilisation des financements nécessaires, aussi bien internes qu'externes, ainsi que sur l'apport technique des partenaires, notamment la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Aujourd'hui, notre démarche consiste à consolider les acquis, accélérer les activités, lever les contraintes identifiées et finaliser les travaux dans les meilleurs délais, tout en préservant la rigueur technique indispensable à cet exercice.

**L.D.B.:** Avant d'aborder les étapes restantes, que peut-on retenir de ce que le gouvernement a déjà réalisé depuis le lancement du processus ?

**L.N. :** Pour bien apprécier les avancées, il faut rappeler que le processus suit une feuille de route structurée. Elle comprend notamment la réalisation des travaux préparatoires, la mise en place des nomenclatures, la réalisation des enquêtes nécessaires, l'exploitation des sources administratives et des sources enquêtes, puis la production des comptes de l'année de base et de la première année courante. À ce jour, plusieurs activités ont déjà été engagées par le ministère, à travers l'INS. Je pense



notamment au recrutement de l'expertise nécessaire, à l'élaboration des nomenclatures et des tables de passage, ainsi qu'aux travaux de collecte des données, entre autres les déclarations statistiques et fiscales. Les prochaines étapes consisteront surtout à compléter les informations encore nécessaires, à finaliser le traitement des données déjà collectées, puis à produire les nouveaux comptes nationaux. Ce travail devra ensuite être examiné, vérifié et validé selon les procédures prévues, afin de garantir la qualité et la crédibilité des résultats qui seront publiés.

**L.D.B.:** Vous avez évoqué la mobilisation des déclarations statistiques et fiscales dans le cadre de ce processus. En quoi cette base est-elle déterminante pour la réussite du rebasage ?

**L.N.:** La collecte et le traitement des déclarations statistiques et fiscales sont déterminants du fait que les données contenues dans ces documents sont directement utilisées pour mesurer l'activité des entreprises, notamment dans le secteur formel. Elles donnent des informations essentielles sur la production, les charges, la valeur ajoutée, les investissements, l'emploi et la structure économique des entreprises. Ces informations permettent de mieux apprécier la contribution réelle des entreprises à la création de richesse nationale. Elles servent donc à construire une année de base plus solide et plus proche de la réalité économique. Mais il ne suffit pas de disposer de ces déclarations. Il faut exploiter les

données qui y figurent, les vérifier, les consolider et les croiser avec les autres sources disponibles, afin d'en apprécier la cohérence et la représentativité. L'enjeu est de produire des comptes nationaux plus crédibles, plus cohérents et plus utiles au pilotage économique du pays.

**L.D.B.:** Le processus bénéficie de l'appui de partenaires, notamment la Banque mondiale à travers le projet Hiswaca-SOP 2, ainsi que la Banque africaine de développement. Quel bilan faites-vous de cet accompagnement ?

**L.N.:** L'accompagnement de nos partenaires est déterminant, et nous nous en félicitons. Il vient soutenir les efforts déjà engagés par l'État pour moderniser notre système statistique national et renforcer la qualité de nos comptes nationaux. Pour cette activité spécifique de rebasage du PIB et de migration vers le SCN 2008, la Banque mondiale, à travers le projet Hiswaca-SOP 2, apporte un appui financier à la réalisation des activités prévues dans la feuille de route. Cet appui contribue notamment au renforcement des capacités, à l'amélioration des outils de travail, à la collecte et au traitement des données. La Banque africaine de développement accompagne également cette dynamique, avec une attention particulière à certains aspects méthodologiques importants, notamment la meilleure prise en compte de la dimension des ressources naturelles et d'autres composantes essentielles de notre économie. Le bilan est donc positif, et nous souhaitons que d'autres partenaires puissent également accompagner cette réforme majeure, qui contribuera à renforcer la transparence économique, la qualité des statistiques économiques et le pilotage du développement national.

**L.D.B.:** Ce processus est très attendu et retient l'attention particulière du président de la République. Quelles sont les prochaines étapes, le calendrier envisagé et les principaux risques ?

**L.N.:** Les prochaines étapes sont

bien identifiées. Il s'agit d'abord de compléter les informations encore nécessaires, de finaliser le traitement des données déjà collectées, puis de produire les nouveaux comptes nationaux. Ces résultats devront ensuite être examinés, vérifiés et validés selon les procédures prévues, afin de garantir leur qualité et leur crédibilité. Le gouvernement souhaite aller vite, mais il faut aller vite avec méthode. Le rebasage du PIB n'est pas une simple opération administrative ; c'est un exercice technique qui exige de la rigueur, des contrôles et des arbitrages. Les principaux risques concernent la disponibilité complète des données, la coordination entre les acteurs et la mobilisation effective des ressources financières nécessaires, aussi bien internes qu'externes. Ces risques sont connus et font l'objet d'un suivi rapproché, afin de sécuriser la finalisation du processus dans les meilleurs délais.

**L.D.B.:** À travers l'adoption du SCN 2008 et la finalisation du rebasage du PIB, quel message le Congo adresse-t-il aux partenaires, aux investisseurs et aux citoyens ?

**L.N.:** Le message est simple : le Congo fait le choix de la transparence, de la crédibilité et de la responsabilité. En adoptant les standards du SCN 2008 et en finalisant le rebasage du PIB, nous voulons disposer d'indicateurs économiques plus modernes, plus fiables et comparables à ceux des autres pays. Ce travail permettra aussi de révéler un nouveau profil de notre économie. Certaines activités seront mieux prises en compte, certains secteurs seront mieux mesurés, et les transformations réelles du tissu productif national seront mieux reflétées dans nos agrégats macroéconomiques. Pour les citoyens, l'enjeu est également important. Une meilleure connaissance de l'économie permet de mieux orienter les politiques publiques, d'améliorer les stratégies de mobilisation des financements pour le développement et, au final, de soutenir des actions plus efficaces en faveur de l'amélioration des conditions de vie des Congolais.

*Propos recueillis par Hervé Brice Mampouya*

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Balouenga-Nsounda David.  
Je désire être appelé désormais Balouenga Nsunda David.  
Un délai de trois (3) mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Nganga Bekele Gaëlle Micheline.  
Je désire être désormais appelée Mercier Gaëlle Micheline.  
Un délai de trois (3) mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.



# Condoléances à Jean-Paul Pigasse

**Le ministre de la Culture, des Arts, du Patrimoine national et de l'Industrie touristique, Jean-Claude Gakosso, s'est exprimé en ces termes:**

« Mon cher Jean-Paul !  
Par ton engagement, par ton dévouement, par ton talent, te voilà dans le grand cénacle où la légende des siècles s'écrit en lettres de noblesse !  
Ton nom restera gravé dans le marbre de l'histoire de ce beau pays que tu as tant aimé, ce Congo dont le peuple généreux t'a adopté avec bienveillance, amitié et fidélité.  
Merci d'avoir transmis à tant de générations de journalistes la grande leçon de la rigueur professionnelle, de l'abnégation au travail, du reportage et du témoignage authentique !  
Pour ma part, je m'engage à continuer de leur prodiguer le courage éditorial et cette passion de la culture générale, ingrédient essentiel, assise fondamentale dans ce noble métier que tu as tant sublimé. Adieu mon Ami !»

**Pour sa part, Thierry Lézin Mounkala, ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, a écrit dans le livre d'or:**

«Cher Jean-Paul,  
C'est avec une tristesse profonde que j'ai appris ta disparition.  
Tu étais un journaliste, un homme de presse et de culture émérite. Ton rayonnement personnel et professionnel a permis à notre pays commun, toi le Congolais de cœur, d'exister dans le monde des médias de ce début du 21e siècle. A présent que tu n'es plus, permets-moi de rappeler combien furent enrichissants ces moments de discussion au cours desquels ta culture vaste et éclectique m'impressionnait.  
Jean Paul, permets-mois de rappeler Victor Hugo, qui disait, parlant des disparus : «Tu n'es plus parmi nous, mais tu es désormais là où nous sommes tous».  
Adieu, Adieu, Adieu, cher Jean-Paul...»

**De son côté, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa, s'est exprimée en ces termes:**

«Puisque la terre ne nous appartient pas, nous appartenons à la terre, la nourricière. C'est par cette belle extractrice, c'est par cette même phrase de ralliement que je voudrais aujourd'hui, mon cher Jean-Paul, te rendre un dernier hommage. A toi, cher frère, à Brazzaville que tu as tant chérie, je souhaite que tu reposes en paix.  
Antoine de Saint Exupéry nous rappelait que «Si tu veux que s'allonge ton chemin, alors accroche ta charrue à une étoile». C'est ce que tu as fait durant toutes ces années de présence à notre côté, que tu as passées au Congo,...  
Mon ami, merci ! Mille mercis pour ce que tu as apporté dans nos vies, le soutien que tu as apporté dans ma vie.  
Je terminerais par cette citation de Sévigné sur l'affectionnement tardif: "Le dernier qui transpire vers la pieuse n'a pas à s'inquiéter du temps qu'il faudra pour retrouver son sillage" !  
Repose en paix ami.

**Le président du Conseil supérieur de la liberté de communication, Médard Milandou N'Songa, a écrit :**  
Mon cher Jean Paul,



C'est avec une forte tristesse que j'ai appris ce matin du Samedi 11 juillet, ton décès en France.  
Président Directeur Général de l'Agence d'information d'Afrique centrale et du Journal « Les Dépêches de Brazzaville » Tu es resté pendant près d'une trentaine d'années, témoin de l'histoire de la construction du Congo dont tu as suivi avec l'œil du journaliste, le déploiement et tu en relatais les différents épisodes dans les colonnes de ton journal.  
Jean Paul, tu as impulsé une nouvelle dynamique à la presse congolaise, en ressuscitant, en 2007, la parution quotidienne de l'hebdomadaire. La presse congolaise garde de toi, le souvenir d'un grand formateur et ce cadeau.  
Jean Paul, tu laisses une « race » de journalistes pétrie de rigueur et de l'écriture de tes convictions dans la prise de position.  
Que ton âme repose en paix !

**Claire Bodonyi, ambassadrice de France au Congo Brazzaville**

Ce n'est pas une page, ce n'est pas un chapitre, ce n'est pas un journal qui se referme mais c'est une histoire. L'histoire d'un homme qui a œuvré pour l'information, pour sa diffusion, pour sa déontologie, dans un monde où elle est à présent si souvent trahie.  
C'est aussi l'histoire d'un homme qui a transmis, qui a formé. Grâce à cela, cette histoire lui survivra. Grâce à cela, son legs demeurera vivace, les générations futures le feront vivre.  
Merci pour ce que vous avez fait pour cette terre des Ecrivains.  
Reposez en paix. Que vos proches soient consolés par tout ce que vous laissez de vivant dans ce monde.

**Maria Fakhrutdinova, directrice de la Maison Russe**

Monsieur Jean Paul,  
C'est avec la véritable tristesse que nous avons appris la nouvelle de votre décès samedi passé. Je dois le décès mais pas la

disparition comme votre œuvre va rester et exister dans la future pour fournir le peuple congolais avec l'information fiable.  
De mon arrivé ici au Congo j'ai eu voir caractéristique de vous comme une personne qui a découvert beaucoup de talents sur les terres du Congo, ainsi qu'un grand journaliste qui a fait la première interview de Son Excellence, Président de la République du Congo, à l'époque quand le talent Denis Sassou N'Guesso a commencé. Donc vous étiez au début de ce grand parcours. Moi je voudrais exprimer sincères condoléances de la part de notre ancien ambassadeur Georgiy Chepik qui a beaucoup travaillé avec vous. Pour nous votre œuvre reste un partenaire incontournable.  
Permettez-moi de souhaiter à vous éternité c'est à dire longue vie de votre œuvre à travers beaucoup de siècles.  
Avec un profond respect,

**Ange Pongault**

Cher Jean Paul,  
Mon amitié, ma fidélité, notre complicité, nos confidences et les secrets que nous avons gardés jusqu'au bout resteront à jamais gravés en moi.  
Repose en paix mon ami, mon père d'adoption.

**François Onday Akiera, journaliste-écrivain**

Je suis arrivé au Dépêches de Brazzaville comme collaborateur extérieur en 2019. À cette occasion j'ai connu personnellement Jean Paul Pigasse. Je me souviens encore de sa présence dans la salle de rédaction ainsi qu'à son bureau.  
Mais le plus, je me souviendrai de cet élan qu'il avait, qu'il allait m'envoyer à une consécration littéraire comme écrivain.  
La publication dans les Dépêches du bassin du congo ont fini par faire de moi un écrivain. Et oui, je le dois à l'outil que Jean Paul Pigasse a forgé  
Je ne l'oublierai jamais.  
Repose en paix, ouvrier de la plume.

**Arsène Severin, directeur exécutif du JEC salue la mémoire d'un journaliste de renommée.**

Jean-Paul, la presse congolaise vous doit l'unique quotidien du Pays en existence à ce jour.  
Merci d'avoir veillé à bâtir l'indépendance d'une presse organisée, professionnelle, dynamique et porteuse d'émulation au Congo.

**J. B. Bilombo Samba**

Exigences, Exigences et Grande ouverture.  
Sur le monde magique et merveilleux des Bantous,  
Que tu as accompagné en homme de cœur sur le chemin de quête d'un destin d'élévation, Pour converser avec les étoiles de la vie bonne.  
Va, mon ami JPP.  
Dans l'univers d'illustres prédécesseurs, les peuples pluriels du Congo te souhaitent Bon Vent.

**Ernest B. Dimi**

Cher Jean Paul  
C'est avec une vive émotion que j'ai reçu la nouvelle de ton retour à la terre, notre propriétaire à tous.  
Hélas ainsi se poursuit la vie au-delà de ce que nous sommes ou avons été sur la terre.  
De toi je garde le souvenir d'un encadreur, d'un homme qui sût se rabaisser pour avancer vers ma modeste personne en ce matin de janvier 2015 au Palais du peuple pour me dire «tu brises la glace, c'est un bon style mais doucement».  
Hélas tu nous précèdes alors que du Patriote ou je te connus, j'avais besoin encore de tes conseils pour Brazza net.  
Repose en paix. Ton œuvre, tes conseils suivront en moi

**Le Courrier de Kinshasa**

C'est avec une profonde émotion que le personnel du Courrier de Kinshasa a appris le décès, le 11 juillet 2026, à Paris, de Jean Paul Pigasse, Président-Directeur Général du groupe de presse Adiac.  
Membre de la communauté médiatique qu'il a bâtie avec effort et sacrifice, le Courrier de Kinshasa saisit l'occasion pour rendre hommage à cet homme d'exception dont le leadership inspirait naturellement le respect.  
Au-delà du dirigeant, Jean Paul Pigasse était un mentor et une source d'inspiration. Par son exigence et ses encouragements constants, il a poussé la rédaction de Kinshasa vers l'excellence et contribué à son épanouissement.  
À sa famille, à ses proches et à tous ceux qui pleurent aujourd'hui sa disparition, nous adressons nos condoléances les plus sincères.  
Repose en paix, cher Patron. Votre mémoire restera gravée dans nos cœurs, et votre exemple continuera d'éclairer notre chemin.

**Jean Clotaire Hymboud, Directeur de publication Présence économique**

Créer un quotidien dans un environnement Congolais...  
Chapeau  
Matondo...

**Florent Soni Zaou**

J.P.P. comme je t'appelais, les mots se sont évadés de ma tête mais... Repose en paix.  
*Les Dépêches de Brazzaville*